

## INTRODUCTION AUX STATISTIQUES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

### Contenus

1.	Introduction.....	3
1.1.	Statistique et Décision Politique.....	3
1.2.	Sens et Usage des Statistiques.....	4
1.3.	Statistique Publique et Statistique Privée.....	4
2.	L'indice des prix à la consommation.....	6
2.1.	A Quoi Servent les Indices de Prix ?.....	7
2.2.	A Quoi il ne sert pas?.....	8
2.3.	Comment calculer l'évolution du Prix d'un Produit ?.....	9
2.4.	Comment synthétiser en un seul indice l'évolution du prix de multiples produits ?.....	10
2.5.	En pratique, la consommation de quels ménages?.....	12
2.6.	Quels biens et services entrent dans la composition de l'indice ?.....	12
2.7.	Où, quand et comment mesure-t-on les prix ?.....	12
2.8.	Comment prendre en compte l'évolution de la qualité des produits ?.....	13
2.9.	Pourquoi, pour le consommateur, les prix augmentent-ils plus vite que pour les statistiques ?.....	13
2.10.	Les ménages les plus pauvres subissent une inflation plus élevée que l'inflation moyenne.....	13
2.11.	Les Indices des prix agricoles.....	14
	(Source : <a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Ipa_m.pdf">https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Ipa_m.pdf</a> ).....	15
	Proposition Exercice Ch.2.....	15
3.	Les chiffres du chômage.....	16
3.1.	Les définitions du BIT.....	16
3.2.	Qu'est-ce que le chômage ?.....	16
3.3.	Des deux sources (ANEM et Enquête « Emploi ») aux chiffres du chômage.....	19
	Proposition Exercice Ch.3.....	19
4.	Le PIB, comment mesurer la croissance ?.....	20
4.1.	Qu'est-ce que le PIB?.....	20
4.2.	Comment interprète-t-on le PIB ?.....	21
4.3.	Le PIB mesure-t-il correctement toute la production et son évolution ?.....	24
4.4.	A quoi sert le PIB et comment l'interpréter ?.....	25

4.5.	Qu'est-ce que la croissance et comment l'interpréter ?.....	28
	Proposition Exercice Ch.4.....	30
5.	Conjoncture : les prévisions aident-elles à connaître l'avenir.....	31
5.1.	A quoi servent les prévisions économiques ?.....	31
5.2.	Un premier diagnostic sur l'état de l'économie : les enquêtes conjoncturelles d'opinion. Les données qualitatives. ....	32
	Proposition Exercice Ch.5.1.....	33
5.3.	Les enquêtes auprès des chefs d'entreprises et les indicateurs du « climat des affaires » en Algérie.....	33
5.4.	Encore les données qualitatives : L'enquête sur la situation et les perspectives dans le commerce 2016.....	35
5.5.	Une première mesure de la conjoncture : Les indicateurs quantitatifs.....	37
5.6.	Comment faire un diagnostic conjoncturel à partir d'une multitude d'informations partielles et disparates ? .....	37
5.7.	Quel sens accorder aux prévisions?.....	38
	Proposition Exercice Ch.5.2.....	39
6.	Comment mesurer les inégalités et la pauvreté ?.....	40
6.1.	Comment mesurer les inégalités mesurées en Algérie? .....	40
6.2.	Approche suivie pour la mesure de la pauvreté en Algérie.....	42
6.3.	Le seuil de pauvreté en Algérie.....	42
6.4.	Les mesures de la pauvreté, les indices FGT. ....	43
6.5.	Les inégalités monétaires : déciles et indice de Gini.....	44
	Proposition Exercice Ch.6.....	47
7.	Proposition des Indicateurs et Modèles.....	48
7.1.	Le passage à la modélisation .....	48
7.2.	Prévu du model: La consommation des ménages.....	48
7.3.	Prévu du model: Les facteurs d'ingérence de la économie .....	49
7.4.	Prévu du model: Le commerce extérieur.....	49
7.5.	Prévu du model: La pauvreté.....	49
8.	Au-delà de la vision nationale : Les indicateurs internationaux.....	51
8.1.	Les marchés émergents.....	51
8.2.	Définition des indicateurs.....	51
8.3.	Les indices du développement.....	52
8.4.	Un autre indice : l'indice de démocratie.....	55
8.5.	Le paradoxe de l'abondance et de la pénurie .....	55
8.6.	Marchés financiers en plein essor et augmentation de la dette .....	58
8.7.	La biodiversité et les 17 objectifs de développement durable (ODD) .....	61

## 1. Introduction

Le projet de ce cours part d'un constat, celui de la nécessité des chiffres dans le débat public : taux de chômage, indice des prix, taux de croissance et autres indicateurs inondent les discours politiques. Une semaine de lecture d'un grand quotidien national nous plonge d'emblée dans le monde des chiffres : le nombre de chômeurs devrait diminuer de 11 % en un an, l'indice des prix à la consommation baisse de 2 %, L'ONS prévoit une croissance de 0,6 % pour le mois et entre 2 et 2,5 % pour la croissance annuelle, les créations d'entreprises ont augmenté de 3,5 % le mois précédent...

L'invasion des statistiques dans l'espace public laisse trop souvent le citoyen démuni face à cette débauche de chiffres, comme si trop de chiffres tuaient le chiffre. L'incompréhension suscite un scepticisme et une méfiance (« les chiffres, on peut leur faire dire ce qu'on veut ») d'autant plus grands que les résultats de la statistique s'éloignent de la perception commune.

De plus, certaines polémiques récentes - la sous-estimation du déficit public grec, la sous-évaluation de la croissance chinoise -ont jeté un discrédit supplémentaire sur la statistique. Faut-il croire à la suite de Disraeli qu'« il y a trois sortes de mensonges : les mensonges, les sacrés mensonges et les statistiques » ?

### 1.1. Statistique et Décision Politique

Si le trop plein de chiffres perd de son sens, les statistiques économiques et sociales sont des points de repères indispensables aux citoyens et aux politiques.

Sans statistiques, la société serait insaisissable pour le citoyen car chacun a une vision partielle et limitée des réalités économiques et sociales, La statistique, en tant que mesure et analyse de la société permet de dépasser cette perception particulière et d'accéder à une compréhension de l'ensemble de la société. Ainsi, pour le citoyen, il n'est pas indifférent de savoir quelles sont les filières professionnelles qui recrutent et celles qui licencient, d'avoir une idée sur les finances de l'État, emploi, le chômage ou sur l'espérance de vie. Mais cette statistique globale paraît parfois très éloignée de ce que voit et perçoit le citoyen. Trois raisons expliquent ce phénomène. Tout d'abord, la perception de chacun est déformée, celui qui vit dans un quartier riche aura du mal à croire qu'en Algérie en 2011 seulement 5.5 % des gens vivent en dessous du seuil de pauvreté (source : Banque mondiale, Groupe de travail sur la pauvreté mondiale). Les données proviennent de sources gouvernementales officielles ou sont calculées par le personnel de la Banque mondiale en utilisant des seuils de pauvreté nationaux (c'est-à-dire spécifiques au pays)

Il aura « localement » raison : dans son quartier, la proportion est bien plus élevée. Egalement beaucoup de gens se pensent pauvres en comparant leurs revenus à ceux des grands patrons ou des vedettes alors que leurs revenus sont au-dessus du salaire moyen. Plus la réalité est variée, moins la moyenne a de sens pour les gens. Deuxième accusée, la mémoire: dans le domaine des prix, on se souvient bien davantage du prix des légumes qui augmente que de celui de l'ordinateur qui diminue ; c'est une des raisons pour lesquelles la mesure de l'inflation paraît sous-estimée pour beaucoup. Enfin, souvent, il arrive que les concepts des statisticiens s'éloignent du sens commun. Dans l'imaginaire collectif, le chômeur c'est quelqu'un qui ne travaille pas. Mais le concept retenu pour mesurer le chômage est bien plus complexe : un chômeur est quelqu'un qui ne travaille aucune heure, qui est immédiatement disponible et qui recherche activement un emploi.

Sans statistiques, la société resterait insaisissable mais aussi ingouvernable. Pour gouverner il faut disposer de données solides sur lesquelles fonder un diagnostic. Pourtant, la perte de crédibilité et l'affaiblissement du rôle de l'information chiffrée sont incontestables. **La décision politique obéit en effet à des logiques différentes de celles de la connaissance statistique**: la statistique relève de la connaissance, elle fournit une expertise qui n'est qu'un élément parmi d'autres dans la prise de décision du responsable politique qui ne peut perdre de vue la logique électorale. Combien de mesures ont été prises sans qu'aient été conduits au préalable un diagnostic quantifié et une évaluation chiffrée de leurs effets ?

## 1.2. Sens et Usage des Statistiques

Avant de rentrer dans le vif du sujet, posons quelques préalables méthodologiques. On parle souvent de « mesurer le chômage, la pauvreté le PIB... ». Cette expression, issue des sciences de la nature, change de sens dès lors qu'on emploie en sciences humaines. Mesurer, c'est mesurer une réalité qui préexiste comme on mesure hauteur d'une montagne ou la taille d'un homme. Il n'en est pas de même en sciences humaines : le nombre de chômeurs, par exemple, ne constitue pas une réalité préexistante qu'il suffirait de toiser. Le comptage des chômeurs se décompose en réalité en plusieurs étapes dont la première est occultée dans l'expression « mesurer le chômage ». Dénombrer les chômeurs, c'est tout d'abord définir les chômeurs, créer une catégorie pour classer les individus et ensuite les dénombrer selon les critères retenus. Or, souvent ces premières étapes passent à la trappe, le taux de chômage est réifié comme s'il s'agissait d'une réalité préexistante et incontestable. Lorsqu'on lit dans le journal « le chômage a augmenté de x% en un an », il faut bien comprendre que ce qui a augmenté, c'est le taux de chômage tel qu'il est défini. Ce qu'on appelle les données n'est justement pas « donné » ; ce sont des constructions sociales qui reposent sur des choix, des conventions, des décisions.

Alors qu'en sciences de la nature, l'observation et la quantification ont peu d'impact sur la réalité, la statistique des phénomènes économiques et sociaux ne fait pas que reproduire le réel, elle peut aussi le créer. La mise en chiffres peut donner une existence sociale à un phénomène et participer à l'inscription dans l'agenda politique d'un problème social qui jusque-là passait inaperçu. Plusieurs exemples historiques illustrent cela: la définition statistique d'un seuil de pauvreté en Angleterre dans les années 1880 a attiré l'attention sur la pauvreté, les premières mesures de l'opinion publique grâce aux sondages par Gallup aux Etats-Unis dans les années 1930 ont donné consistance à l'opinion.

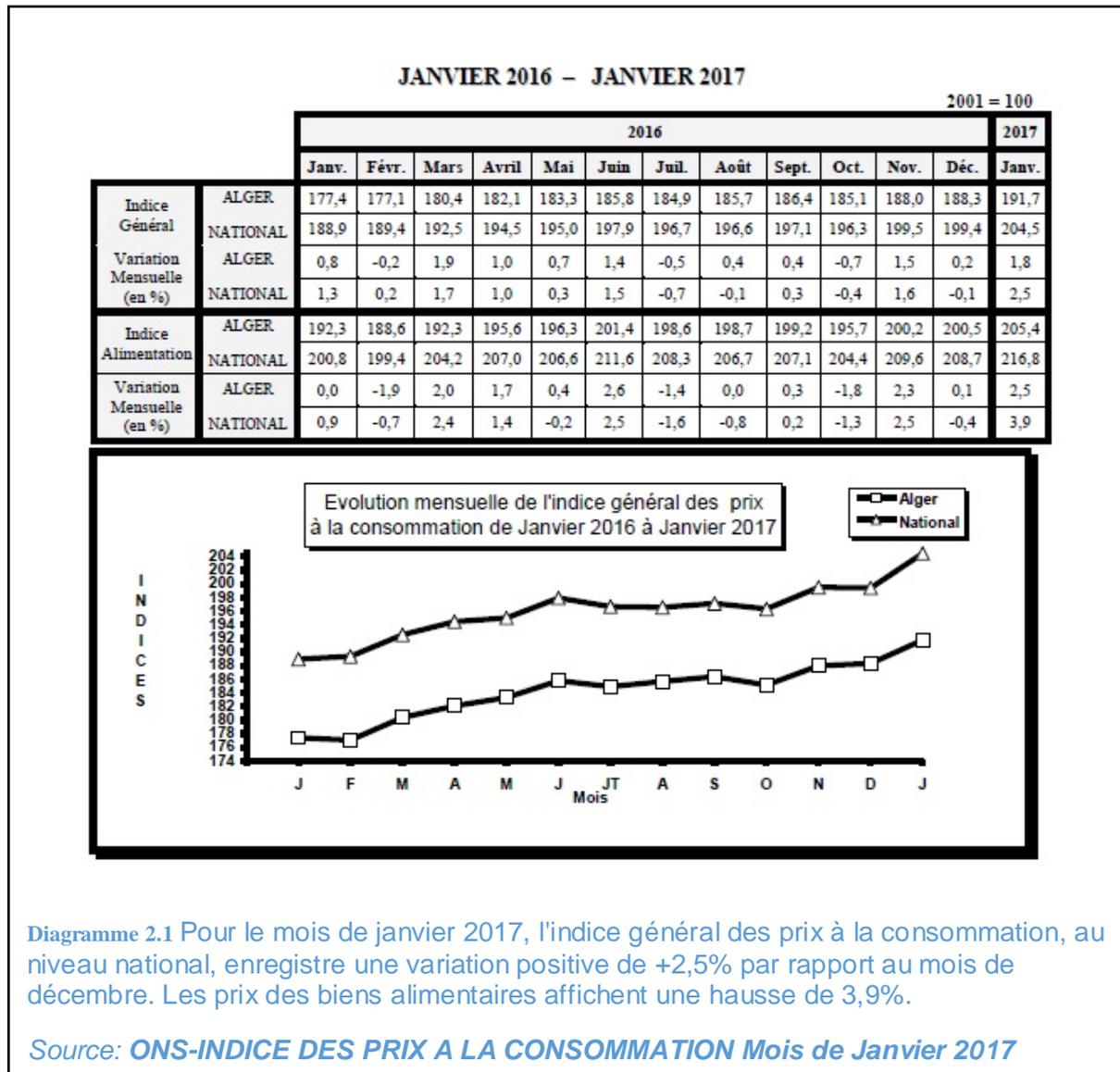
## 1.3. Statistique Publique et Statistique Privée

L'objectif de ce cours est de donner un éclairage sur l'origine, le sens et les limites des principales statistiques économiques et sociales qui alimentent les débats. Il s'agira de décortiquer les méthodes qui président à l'élaboration de ces statistiques puis d'en analyser le sens, sans oublier les conditions concrètes de la collecte de données, sur le terrain. Les statistiques dont il sera question ici sont les statistiques économiques et sociales produites par la sphère publique, à l'exclusion donc des sondages sur les intentions de vote ou sur la popularité des hommes politiques, exercices qui, réalisés avec des contraintes peu compatibles avec la rigueur méthodologique, relèvent du politique et du médiatique et pas de la connaissance.

**Pour affiner encore plus les besoins informationnels au niveau du CNES, ce module doit se concentrer sur les informations, généralement en forme disponibles sous forme des séries chronologiques et de résultats d'enquêtes réalisées principalement par l'Office National de la Statistique et par d'autres organismes en Algérie.**

**Il doit être apprécié dans ce module l'utilisation de ces informations nécessaires pour la modélisation conjoncturelle. Egaleme nt l'absence ou les déficits d'information doit être adressé en forme des exercices et travaux en groupe pour essayer de compléter l'information nécessaire ou de préciser l'influence d'un manque d'information.**

## 2. L'indice des prix à la consommation



Les consommateurs algériens ont le sentiment que les prix ont fortement augmenté. Chacun peut citer un produit qu'il achète tous les jours, le pain, par exemple, dont le prix a significativement augmenté. Pourtant, la statistique phare qui sert à mesurer l'évolution des prix à la consommation, le fameux « indice des prix à la consommation », calculé par ONS, ne reflète qu'une hausse modérée : de l'ordre de 2,5 % entre 2016 et 2017.

Les prix augmentent-ils plus que les statistiques d'ONS ? La réponse à cette question est complexe pour deux raisons.

Premièrement, si tous les prix évoluaient de la même façon, la réponse à cette question serait simple. Mais dans la réalité, si les loyers ou le prix des fruits et légumes augmentent, d'autres biens, comme le téléphone portable ou les ordinateurs, sont aujourd'hui beaucoup plus accessibles qu'il y a dix ans. De plus, il y a autant d'évolution de prix que de produits et de points de vente, c'est-à-dire une infinité. Quand les prix évoluent en sens opposé, comment rendre compte de leur évolution à tous et comment dire si globalement, les prix augmentent ou pas ? C'est cette difficile synthèse entre des évolutions contradictoires que réalise l'indice des prix.

Deuxièmement, l'indice des prix mesure l'évolution des prix d'un panier de biens et services moyen à structure de consommation et à qualité constante. Or, dans la réalité, la structure de consommation se déforme, le progrès technique met sur le marché des produits plus performants qu'avant, comme on le voit en informatique ou en téléphonie notamment. Comment calculer l'évolution des prix d'un même panier de biens alors que, dans la réalité, la consommation évolue; C'est cette difficile équation que doit résoudre l'indice des prix

On voit donc que la construction d'un indice des prix suppose des choix sur les produits qui entrent dans la composition de l'indice, sur les lieux enquêtes (voir les indices d'Alger et National différents notamment) et, sur le poids à accorder à l'évolution du prix de tel ou tel produit. Elle suppose aussi des opérations statistiques pour mesurer l'évolution des prix d'un panier de biens identiques alors qu'en réalité, entre deux périodes, la consommation change. Toutes les conventions et tous les traitements statistiques aboutissent à un chiffre unique ; l'indice des prix, qui semble, pour beaucoup de Algériens, bien éloigné de la réalité.

## 2.1. A Quoi Servent les Indices de Prix ?

Avant de rentrer dans le détail de la confection de l'indice des prix à la consommation, il importe de se poser la question de son usage : pourquoi avons-nous besoin d'un indice des prix ?

- *À connaître la réalité économique : l'inflation mais aussi la valeur réelle de la production, de la consommation...*

L'indice des prix permet de suivre l'évolution des prix et donc d'apprécier l'inflation (la hausse du niveau général des prix). C'est en général l'indice des prix à la consommation qui est utilisé comme indicateur conjoncturel de l'inflation même s'il ne reflète que l'évolution des prix d'une partie des biens et services (ceux qui font partie de la consommation des ménages). Les prix des matières premières, des logements, des produits industriels ou des actifs par exemple en sont exclus (généralement). Mais l'indice des prix à la consommation a l'avantage d'être mensuel si bien qu'il reste l'indicateur le plus utilisé. L'indice des prix permet de connaître l'évolution en volume de nombreux indicateurs économiques (PIB, consommation...). L'indice des prix permet de faire la part entre évolution des volumes et évolution des prix en « déflatant » de nombreux agrégats économiques pour calculer des évolutions en volume ou termes réels

- *À revaloriser certains revenus*

À l'origine, les indices de prix n'ont pas été créés pour éclairer l'analyse économique et guider la décision mais ils sont apparus aux environs de la guerre de 1914 pour réajuster le pouvoir d'achat des ouvriers en fonction de l'évolution du « coût de la vie » alors qu'après une longue période de stabilité monétaire, les prix commençaient à exploser. Ce sont également des indices des prix qui peuvent servir de référence pour la révision du loyer intervenant chaque année lorsque le contrat comprend une clause de révision annuelle : les indices de prix fixent la hausse maximale que peut exiger le propriétaire. Les pensions de retraite et d'invalidité, les prestations familiales ainsi que de nombreux contrats privés, notamment les pensions alimentaires, peuvent être aussi revalorisées en fonction de l'évolution des prix. Si les salaires ne sont pas indexés sur les prix, l'indice des prix est néanmoins un élément important dans les négociations salariales.

## 2.2. A Quoi il ne sert pas?

- *L'indice des prix ne mesure pas la dépense*

L'évolution des prix ne reflète qu'en partie l'évolution des dépenses des ménages car celles-ci ne dépendent pas que des prix mais également de la qualité et de la quantité de ce qui est acheté. Or, l'indice des prix mesure l'évolution des prix à « qualité constante ». On observe par exemple que, sur le long terme, la dépense en pains augmente. C'est dû en partie à l'évolution des prix (le prix du pain augmente bien) mais aussi à une modification de la qualité des pains achetés, le consommateur se tournant de plus en plus vers des catégories de pain plus raffinées et plus coûteuses comme les pains spéciaux. Autre exemple, la dépense de la téléphonie mobile a profondément augmenté ces dernières années, avec la diffusion du téléphone portable, alors même que le prix de ce dernier a beaucoup baissé : inaccessible il y a 20 ans, il est aujourd'hui à la portée d'une grande partie des ménages. Si les prix en téléphonie baissent, la dépense des ménages augmente dès lors que l'on achète plusieurs téléphones portables par famille. Enfin, l'indice des prix à la consommation ne retient par définition que les biens et services de consommation. Sont exclus de l'indice les impôts directs et les cotisations sociales mais aussi l'achat de logement.

- *L'indice des prix ne mesure pas le coût de la vie*

Le « coût de la vie » est une notion ambiguë qui ne renvoie à aucun concept statistique. Si, aux Etats-Unis, la mesure du coût de la vie est équivalente de celle de l'évolution des prix, en Algérie l'expression renverrait à un indice qui permettrait de suivre le maintien d'un certain standard de consommation évoluant dans le temps. Ainsi, l'indice du coût de la vie rendrait compte de l'évolution des prix mais aussi de l'évolution qualitative de la consommation ; ce qui n'est pas le cas de l'indice des prix à la consommation qui ne s'intéresse qu'aux évolutions de prix à consommation constante.

La consommation évolue au cours du temps, de nouveaux besoins apparaissent. Ainsi, aujourd'hui le téléphone portable fait partie du standard de consommation alors qu'il y a 15 ans, il n'en faisait pas du tout partie. Un indice mesurant l'évolution du « coût du standard moyen » est difficile à mettre en œuvre car il est impossible de définir ce qu'est le standard de consommation aujourd'hui et de trancher de manière nette entre l'indispensable et le superflu.

- *L'indice des prix ne mesure pas directement l'évolution du pouvoir d'achat*

L'évolution des prix influe sur le pouvoir d'achat des ménages mais ne le résume pas à lui tout seul. Il n'y a pas un, mais plusieurs pouvoirs d'achat: le pouvoir d'achat des revenus, des salaires, de la monnaie.. qui correspondent à ce que l'on peut acheter avec une unité de revenu, de salaire, avec un Dinar.

La notion statistique usuelle de « pouvoir d'achat » utilisée par les statisticiens est celle du pouvoir d'achat du revenu disponible brut (RDB). Il se définit comme la somme de tous les revenus d'activité et des revenus du patrimoine ainsi que des revenus de transferts aux ménages (prestations sociales), à laquelle on soustrait les impôts et autres prélèvements sociaux. En gros, c'est la part du revenu disponible pour la consommation et l'épargne une fois les impôts et cotisations payés, mesurée de manière globale pour l'ensemble des ménages.

L'évolution du pouvoir d'achat est liée au différentiel entre la progression des prix et celle de ce revenu disponible brut. Plus précisément, le pouvoir d'achat, c'est le revenu disponible brut des ménages divisé par l'indice des prix. Mesurer l'évolution du pouvoir d'achat, c'est

comparer l'évolution de ce revenu brut disponible à l'évolution des prix. Le pouvoir d'achat évolue donc positivement si le revenu brut disponible enregistre une hausse supérieure à celle des prix. À l'inverse, le pouvoir d'achat diminue si l'indice des prix augmente plus fortement que le revenu disponible brut.

Mais ce n'est pas parce que le pouvoir d'achat global augmente que chaque ménage va ressentir une amélioration. En effet, le pouvoir d'achat concerne les revenus de l'ensemble des ménages. Quand la population croît, la croissance du pouvoir d'achat peut provenir d'un nombre supplémentaire de ménages et donc d'une masse de revenus en augmentation. Une réflexion est en cours sur la construction de nouveaux indicateurs complémentaires à l'indice des prix à la consommation pour mieux mesurer le pouvoir d'achat.

### 2.3. Comment calculer l'évolution du Prix d'un Produit ?

L'indice des prix mesure la variation du prix d'un produit d'une période par rapport à une période de référence (dite année de base). Si entre janvier 2016 et janvier 2017, le prix d'un kilo de foie de bœuf passe de 2000 DA à 2124 DA, alors l'indice du prix de bœuf est le

EVOLUTION DES PRIX DE QUELQUES PRODUITS ENQUETES DURANT LE MOIS DE JANVIER 2017								
Intitulé du produit	Unité de Mesure	Prix Moyens (en DA)				Variations (en %)		
		2001 (*)	Janv. 2016	Déc. 2016	Janv. 2017	Janv. 17/ Déc. 16	Janv. 17/ Janv. 16	Janv. 17/ 2001
<b>VIANDES</b>								
Viande de Mouton	Kg	501,33	1446,82	1451,22	1468,17	1,17	1,48	192,86
Foie de Mouton	Kg	905,74	3065,85	3139,02	3167,07	0,89	3,30	249,67
Tripes de Mouton (Douara 1Pièce)	Pièce	303,00	788,41	831,22	838,34	0,86	8,90	181,49
Tête Pattes Mouton N/E chaudées	Ens.	314,73	749,39	770,12	764,63	-0,71	2,03	142,95
Beefsteak (Bœuf/Veau)	Kg	651,78	1410,85	1420,73	1439,02	1,29	2,00	120,78
Vian de avec Os (Bœuf/Veau)	Kg	425,59	902,56	913,54	917,68	0,43	1,68	113,63
Viande Hachée	Kg	539,90	1190,85	1217,07	1220,12	0,25	2,46	123,99
Foie de Bœuf	Kg	838,39	2072,56	2173,61	2198,78	1,06	6,09	162,20
Tripes de bœuf	Kg	122,04	285,73	303,17	308,54	1,77	7,98	152,82
Merguez Rouge vrac 1 kg 1 choix	Kg	366,53	868,78	893,29	899,39	0,68	3,32	145,38
Cachir Rouge Vrac	Kg	291,23	302,68	302,68	302,68	0,00	0,00	3,93
Poulet éviscé entier le kg	Kg	190,37	322,21	333,66	271,88	-18,52	-15,62	42,82
Lapin éviscé	Kg	373,47	642,81	642,81	642,81	0,00	0,00	72,12
Oeuf	Unité	6,30	9,97	13,28	13,11	-1,28	31,49	108,10
<b>POTISSONS</b>								
Sardine fraîche	Kg	88,16	541,88	588,94	657,63	11,66	21,36	645,95
Rouget	Kg	462,10	1345,42	1445,08	1465,43	1,41	8,92	217,12
Pageot	Kg	322,26	1114,96	1304,12	1346,46	3,23	20,76	317,82
Merlan	Kg	468,43	1292,77	1433,93	1450,04	1,12	12,17	209,55
Crevette Rouge	Kg	607,32	2046,60	2362,71	2422,36	2,52	18,36	298,73
<b>LEGUMES FRAIS</b>								
Ail sec	Kg	191,44	733,94	690,27	751,28	8,84	2,36	292,44
Oignon sec	Kg	42,68	94,89	56,11	63,87	13,83	-32,69	49,65
Carotte	Kg	26,80	60,17	65,52	73,55	12,26	22,24	174,44
Navet	Kg	29,51	62,36	76,03	88,10	15,88	41,28	198,54
Fenouil	Kg	29,23	63,07	70,69	71,45	1,08	13,29	144,44
Choux fleurs	Kg	46,14	65,77	72,77	81,71	12,29	24,24	77,09
Choux verts	Kg	32,29	76,64	77,74	84,66	8,90	10,46	162,19
Artichaut vert	Kg	49,79	105,28		112,71		7,06	126,37
Artichaut violet	Kg	62,82	130,85	-	142,27	-	8,73	126,47
Carde normale	Kg	28,17	63,96	68,09	69,23	1,67	8,24	145,76
Tomate normale	Kg	50,58	65,04	86,44	142,44	64,78	119,00	181,61
Salade laitue	Kg	35,44	84,72	121,48	123,01	1,26	45,20	247,09
Persil	Boite	10,00	19,45	20,05	20,05	0,00	3,08	100,50

Diagramme 2.2 Source: ONS-INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION Mois de Janvier 2017

rapport entre son prix de 2016 et son prix de 2017 soit 2214/2000 - 1,06. Pour gagner en

lisibilité, on multiplie le rapport par 100 ; et l'on dit que en janvier 2016 est passé à 106 en janvier 2007. Si entre 2001 (l'indice base 100) et 2007, le prix du kilo de tomates passe de 200 DA à 364 DA, alors, Autrement dit, entre 2016 et 2007, le prix du bœuf a augmenté de 106 % et celui des tomates, entre 2001 et janvier 2007 de 182 %..

#### 2.4. Comment synthétiser en un seul indice l'évolution du prix de multiples produits ?

Pour chaque produit, on peut ainsi calculer un indice d'évolution des prix entre 2006 et 2007. On obtient ainsi une multitude d'indices de prix (dits indices des prix élémentaires) qu'il faut résumer en un seul indice (un indice des prix synthétique). Toute la question porte sur la manière de combiner entre eux les différents indices de prix. Reprenons notre exemple du bœuf et des tomates. On comprend intuitivement que l'indice synthétique résumant les deux évolutions de prix doit être compris entre les deux indices élémentaires. Une manière de le calculer est de faire une simple moyenne entre les deux indices de prix. L'indice des prix synthétique doit tenir compte du poids des produits consommés dans le budget. Ainsi, en pondérant l'évolution de chaque prix par la part dans le budget, l'indice des prix synthétique (2001 – janv.2017) vaut environ 192. (2001 = 100)

Cet indice synthétique est plus proche de l'indice du produit dont la part dans la consommation est plus importante (le bœuf). Mais, entre 2006 et 2007, les quantités consommées de bœuf et de tomates ont évolué : il est possible que le consommateur diminue sa consommation de bœuf dont le prix a augmenté et accroisse celle de tomates dont le prix a baissé. L'indice calculé en pondérant par les coefficients budgétaires de la période de base (ici 2001) est appelé indice de Laspeyres ; si on pondère par les coefficients budgétaires dans la période courante (ici 2017) c'est un indice de Paasche. Ce second indice n'est pas utilisé car en pratique il est difficile de connaître rapidement la structure de consommation d'une période récente; c'est pourquoi l'indice de Laspeyres est plus utilisé. Mais cet indice présente un défaut quand on souhaite étudier l'évolution des prix sur une longue période : au cours du temps, la structure de la consommation s'éloigne beaucoup de celle de la période initiale. Ainsi calculer en 2017 l'évolution des prix par rapport à 2001 en pondérant par les coefficients budgétaires de 2001 risque de ne plus avoir de sens.

**EVOLUTION PAR SOUS-GROUPE  
GROUPE ALIMENTATION BOISSONS NON-ALCOOLISEES  
EN JANVIER 2017**

2001 = 100

	Poids	Indice Janv. 2017	Variation Janv. 17/ Déc. 16	Variation Janv. 17/ Janv. 16	Variation 01 Mois 17/ 01 Mois 16
<b>ENSEMBLE</b>	<b>1000,0</b>	<b>191,74</b>	1,81	8,07	<b>8,07</b>
Alimentation- Boissons non Alcoolisées	430,9	205,43	2,47	6,86	6,86
Pain et Céréales	271,6	153,52	3,75	5,27	5,27
Viandes et abats de mouton	132,8	292,91	1,15	1,56	1,56
Viandes et abats de bœuf	25,1	221,52	0,53	2,40	2,40
Volaille - Lapin Œuf	73,8	158,69	13,70	4,74	4,74
Poissons Frais	9,9	586,48	9,15	19,65	19,65
Viandes et Poissons en conserve	1,0	177,82	3,96	14,80	14,80
Légumes	109,1	255,21	7,20	18,31	18,31
Fruits	52,5	292,53	6,02	12,58	12,58
Pomme de Terre	34,3	228,18	22,66	33,24	33,24
Lait-Fromage- Dérivés	110,7	141,69	0,38	1,27	1,27

Diagramme 2.1 *Source: ONS-INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION Mois de Janvier*

Ainsi de l'évolution des prix des légumes et de la viande est semblable pendant la période 2001- 01/2017, plus haut que l'indice général d'ensemble (192), tandis que dans la période annuel (01/2016-01/2017) l'évolution des prix des légumes était beaucoup plus fort que celle de la viande

Il n'y a pas une unique façon de synthétiser les indices des prix de multiples produits en un seul indice. Il y a, selon l'économiste Fischer, une bonne centaine de formules permettant de faire la synthèse de l'évolution des prix. Le choix de la manière de combiner entre eux les prix des produits est une convention.

## 2.5. En pratique, la consommation de quels ménages?

L'indice des prix est une synthèse des indices de prix élémentaires, où le poids de chaque indice reflète le poids de chaque famille de produits dans la consommation de l'ensemble des ménages. La structure de consommation utilisée dans le calcul de l'indice est la structure de consommation moyenne des ménages de l'ensemble du territoire algérien, Ainsi, les transports représentent 15,6 %, les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées 41 % . À un niveau plus fin, le pain représente 27 %, la viande 16 %, les légumes 11 % et les fruits 5 % de la consommation alimentaire.

	Poids	Indice Janv. 2017	Variation Janv. 17/ Déc. 16	Variation Janv. 17/ Janv. 16	Variation 01 Mois 17/ 01 Mois 16
<b>ENSEMBLE</b>	1000,0	191,74	1,81	8,07	8,07
Alimentation Boissons non alcoolisées	430,9	205,43	2,47	6,86	6,86
Habillement – Chaussures	74,5	180,36	1,75	13,06	13,06
Logement – Charges	92,9	156,00	0,48	2,77	2,77
Meubles et Articles d'Ameublement	49,6	146,35	0,00	5,17	5,17
Santé – Hygiène Corporelle	62,0	160,69	0,00	5,68	5,68
Transports et Communication	158,5	196,64	1,02	11,96	11,96
Éducation Culture - Loisirs	45,2	135,41	-0,49	1,49	1,49
Divers (N.D.A.)	86,4	240,55	3,42	12,99	12,99

Diagramme 2.2 Source: ONS-INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION Mois de Janvier 2017

La structure de la consommation variant d'un ménage à l'autre, les évolutions de prix n'affectent pas tous les ménages de la même manière. Ainsi, la hausse des produits alimentaires affectera proportionnellement plus les ménages modestes qui y consacrent une part de leur budget plus importante que les plus aisés.

## 2.6. Quels biens et services entrent dans la composition de l'indice ?

L'indice des prix à la consommation suit les prix des biens et des services de consommation. Les dépenses qui n'entrent pas dans l'indice des prix sont les achats de logement, considérés comme des dépenses d'investissement et non de consommation, les cotisations sociales, les remboursements d'emprunts... Un petit nombre de biens et services (environ 5 % de la consommation) n'entre pas dans la composition de l'indice, pour des raisons méthodologiques

## 2.7. Où, quand et comment mesure-t-on les prix ?

Pour la majeure partie des biens et services, il faut relever les prix sur le terrain. Comme il est impossible d'observer les prix de tous les points de vente, on examine un échantillon

représentatif des points de vente. Dans l'échantillon sont comprises 17 villes et villages représentatifs des différentes régions du pays.

## 2.8. Comment prendre en compte l'évolution de la qualité des produits ?

Pour être parfaitement juste, un relevé de prix doit porter sur le même produit, dans le même point de vente, tout au long de l'année. Or, parmi les produits dont on suit les prix, 30 % disparaissent et sont remplacés au cours d'une année. Mais si le produit remplaçant n'a pas exactement les mêmes caractéristiques ni la même qualité que le produit disparu, on ne peut calculer directement l'évolution de son prix. Pour comparer les prix, il faut défalquer l'évolution du prix de l'amélioration de la qualité.

Comment estimer la variation de prix indépendamment de la qualité ? L'ordinateur de septembre coûte deux fois plus chères mais a deux fois plus de mémoire et des équipements dont celui d'août était dépourvu : son prix a-t-il augmenté à qualité constante ? Cela pose une redoutable difficulté, celle d'évaluer le prix des équipements supplémentaires et de le déduire du nouveau prix pour calculer un prix à qualité constante. On peut répondre à cette difficulté en décomposant le prix en fonction des caractéristiques du produit, ce qui est très complexe. Difficile d'expliquer au consommateur que si le prix a doublé, en réalité, à qualité constante, il a diminué d'autant plus que parfois les équipements supplémentaires ne sont pas utiles. De manière générale, les évolutions de qualité des biens et des services sont complexes à mesurer.

## 2.9. Pourquoi, pour le consommateur, les prix augmentent-ils plus vite que pour les statistiques ?

Si l'indice des prix a depuis sa création toujours fait l'objet de critiques, les consommateurs ayant l'impression que l'indice ne reflétait pas l'augmentation des prix ressentie.

Les produits dont les prix diminuent beaucoup sont les produits high-tech et informatiques. Inversement, les légumes frais, ou le pain baguette ont vu leur prix monter rapidement. Or, le consommateur a tendance à mieux se souvenir des prix des produits qu'il achète tous les jours et qui sont justement ceux qui connaissent une forte inflation comme le pain ; en revanche, la baisse du prix des produits. De plus, lorsque le prix des produits alimentaires augmente, le consommateur n'a pas de choix alternatifs; il doit quand même acheter ces produits et subir l'amputation de son pouvoir d'achat.

Comme on l'a vu, l'indice des prix est calculé à structure de consommation et à qualité constantes. Si la consommation évolue vers des produits plus sophistiqués et donc plus onéreux, la dépense augmente mais pas l'indice des prix.

## 2.10. Les ménages les plus pauvres subissent une inflation plus élevée que l'inflation moyenne

Comme on a vu, l'indice des prix retrace une évolution moyenne pour l'ensemble des ménages. Or, les ménages modestes consomment proportionnellement plus de biens et de services dont les prix augmentent comme les loyers, l'électricité, le tabac ou le carburant. Probablement et en conséquence les 10 % des ménages les plus riches et les 10 % des plus pauvres subissaient la même inflation, mais probablement les écarts se sont creusés.

## 2.11. Les Indices des prix agricoles

L'INSEE de France : L'indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP) et l'indice des prix d'achat des moyens de production agricoles (IPAMPA) sont calculés en base et référence 2010 depuis mars 2013.

### **Définitions et sources d'information > L'indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP)**

Utilisé pour l'analyse conjoncturelle et l'établissement des comptes de l'agriculture, l'IPPAP mesure l'évolution des revenus de la production vendue par les agriculteurs : il s'agit des revenus perçus hors subventions. On s'attache donc à observer des prix de marché à la sortie des exploitations.

La fonction commerciale est toutefois de plus en plus assurée par des coopératives, groupements de producteurs, industriels ou négociants et le prix ne se forme pas à la sortie de l'exploitation. La nature du produit et la configuration du marché commandent le contenu des relevés : inclusion ou non des frais de récolte, de stockage, de transport et de conditionnement, des subventions, des marges, des frais financiers et des modes de paiement. On observe alors le prix entrée abattoir, sortie centre de conditionnement, rendu port d'embarquement.

Jadis assurée par un grand nombre d'organismes (municipalités entretenant un marché physique, presse locale ou spécialisée, organisations professionnelles, ministère de l'Agriculture), l'observation des prix agricoles est de nos jours fortement concentrée autour des 4 types de sources suivantes :

- Ministère de l'Agriculture : lait de vache, volailles, fruits et légumes frais, œufs.
- FranceAqriMer : pommes de terre, horticulture, vins de consommation courante, betteraves, autres animaux.
- Comités interprofessionnels : vins d'appellation d'origine protégée (AOP), légumes pour transformation, houblon, légumes secs, lin, plants de pépinières, autres laits, semences.
- Presse spécialisée : céréales, oléagineux, plants de pomme de terre, protéagineux.

### **L'indice des prix d'achat des moyens de produits agricoles (IPAMPA)**

L'IPAMPA recouvre les consommations intermédiaires et les investissements des agriculteurs dans les secteurs suivants

- semences
- dépenses vétérinaires
- engrais
- produits de protection des cultures
- aliments du bétail
- petit outillage
- énergie
- biens d'équipement
- conseil

Une enquête est réalisée sur tout le territoire par le service de la Statistique et de la Prospective du ministère de l'Agriculture, pour connaître les prix des postes recensés, des semences. Pour l'énergie et les biens d'équipement, on reprend des indices de prix à la

consommation et des indices de prix de production de l'industrie (IPPI) ; pour les bâtiments et les conseils, on utilise les indices du BT et autres.

### **Méthode de calcul**

Les indices agrégés sont des indices de Laspeyres en base fixe.

Si la méthode est uniforme pour calculer les indices agrégés, s'agissant d'indices de Laspeyres, les prix moyens servant à calculer les indices élémentaires sont obtenus de deux façons. Il s'agit soit d'une moyenne arithmétique pondérée des séries de prix relativement à un produit faisant l'objet d'un indice élémentaire ; soit d'une évolution en moyenne géométrique, calculée et appliquée au prix moyen précédent.

Dans l'IPPAP, les indices des fruits et des légumes frais et des fleurs coupées doivent tenir compte de la saisonnalité des arrivages. Les coefficients de pondération changent donc chaque mois et sont proportionnels aux arrivages mensuels de l'année de référence (système du panier variable).

### **Dessaisonnalisation de l'IPPAP**

Seule une minorité des indices de prix à la production font l'objet d'une correction des variations saisonnières. En effet, une partie des prix sont fixés pour la saison entière (prix de campagne). Ensuite, il y a des produits dont les arrivages sont très saisonniers, qui font l'objet d'un panier variable et dont le prix n'est comparable que pour un même mois. Enfin, les prix des céréales, des vins et des oléagineux ne présentent pas de saisonnalité marquée. De ce fait, seules les productions animales, les roses et les fleurs coupées font l'objet d'une correction des variations saisonnières.

Les coefficients de dessaisonnalisation sont mis à jour chaque année.

(Source : [https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/lpa\\_m.pdf](https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/lpa_m.pdf))

**Proposition Exercice Ch.2** Ecart à l'évolution moyenne de l'évolution des prix des 10 % des ménages les plus pauvres et de celle des 10 % des ménages les plus riches (en points d'indice, base 100 en 2001) des données disponibles.

**Liste des variables conjoncturelles** à: IPC des derniers années et leurs sources

Définitions et sources d'information de

- L'indice des prix des produits agricoles à la production et
- D'achat des moyens de produits agricoles

### 3. Les chiffres du chômage

#### 3.1. Les définitions du BIT

Pour le chômage comme pour d'autres statistiques sociales, la mesure par les statisticiens diffère de la perception collective. Pourquoi les chiffres officiels ne coïncident-ils pas parfaitement avec les déclarations spontanées des gens ? C'est que la définition du chômage est conventionnelle : les chiffres officiels du chômage reposent sur la définition du Bureau



12 janvier 2014

*Mise au point relative à l'interprétation de certains résultats de l'enquête Emploi 2013*

L'Office National des Statistiques a publié récemment les premiers résultats de l'enquête Emploi 2013. Ces derniers englobent les indicateurs clés du marché du travail : la population active du moment, la population occupée du moment, la population en chômage, et leurs caractéristiques ; ainsi que les indicateurs y afférents (taux d'activité, taux d'emploi, taux de chômage,...).

Or, quelques organes de presse ont interprété certains chiffres d'une manière erronée. En effet, l'ONS, conformément à la typologie recommandée par le Bureau International du Travail (BIT), avait indiqué que parmi les différentes démarches adoptées par la population en chômage pour chercher un emploi: 73.8 % ont eu recours à des recherches par relations personnelles, 55 % se sont inscrits auprès des bureaux de placement, 55.4 % ont effectué des démarches auprès des entreprises,... Ces démarches concernent bien la population qui est toujours en quête d'emploi et non la population occupée comme cela a été présenté, à tort, par ces mêmes organes de presse. En effet, ces derniers ont indiqué que 74 % des recrutements se font par le biais d'interventions et non sur la base du mérite (diplôme), ce qui est, au regard de l'enquête Emploi 2013, statistiquement totalement infondé.

**Diagramme 3.1 Source: ONS - 2014**

international du travail (BIT Le Bureau international du travail est un organisme rattaché à l'ONU qui est chargé des questions générales liées au travail dans le monde. Il harmonise les définitions relatives au travail et à l'emploi) selon laquelle est chômeur toute personne d'âge actif qui remplit trois conditions : **l'absence d'emploi, la disponibilité immédiate et la recherche active d'emploi.** Ces conditions peuvent faire l'objet d'interprétations différentes, par exemple sur ce qu'est une recherche active d'emploi. Sur ce sujet une communication de ONS :

Ces débats sur la mesure du chômage n'ont pas atténué les discussions sur les définitions utilisées

pour saisir le phénomène. En effet, la définition du chômage BIT (<http://www.ons.dz/Definitions-des-concepts-utilises,57.html>) peut sembler restrictive car elle exclut des chiffres du chômage les personnes qui ont travaillé ne serait-ce qu'une heure la semaine de référence. C'est pourquoi des travaux sont menés pour mieux rendre compte de la pluralité des situations entre chômage, emploi et inactivité.

#### 3.2. Qu'est-ce que le chômage ?

##### En théorie c'est simple...

Qu'est-ce qu'un chômeur? Une personne qui ne travaille pas Oui mais encore faut-il distinguer les étudiants, les enfants, les retraités les femmes au foyer, les malades, les

personnes en formation, etc. La population en âge de travailler se partage en trois catégories qui correspondent à trois situations que chacun peut rencontrer au cours de sa vie :

- avoir un emploi : c'est être un « actif occupé » ;
- ne pas avoir d'emploi et en rechercher un: c'est être chômeur ;
- ne pas avoir d'emploi et ne pas en chercher un (c'est le cas des élèves, des étudiants, des retraités, des femmes ou hommes au foyer) : c'est être inactif;

### **..mais en pratique, certaines situations sont difficiles à classer**

Les personnes en stage, en préretraite ou celles qui ne travaillent que quelques heures sont-elles au chômage ou en emploi ?

La répartition de la population en trois catégories (chômeurs, actifs occupés, inactifs) est facile à comprendre en théorie mais difficile à mettre en pratique : ainsi une personne sans emploi qui fait un stage de formation est-elle active occupée, chômeuse ou inactive ? Un chômeur âgé qui est dispensé de recherche d'emploi (parce qu'on considère qu'il n'a plus de chance d'en trouver) est-il encore compté comme chômeur ? Une femme au foyer qui réalise de petits travaux rémunérés une ou deux heures par semaine est-elle toujours inactive ? Le sous-emploi, le travail à temps partiel, les contrats à durée déterminée sont de plus en plus courants si bien que les frontières entre emploi, chômage et inactivité se brouillent. Pourtant, pour mesurer le chômage, il faut trancher ces situations floues et décider de manière univoque à quelles conditions on est chômeur. Ce départ entre chômage, activité et emploi contient, comme toute convention, une part d'arbitraire. Selon que l'on adopte l'un ou l'autre de ces deux conventions, une même personne peut être comptée comme chômeur ou non. Les personnes en préretraite, en stage, en formation ne sont jamais, quelle que soit la définition, considérées comme étant au chômage. En revanche, celles qui ne travaillent que quelques heures peuvent, selon définition adoptée, l'être ou non. Avec la multiplication des situations intermédiaires entre emploi, chômage et inactivité, cette trilogie est remise en cause. C'est ce

qu'on appelle le halo du chômage.

Voyons la publication récente d'ONS sur le sujet :

#### **ACTIVITE, EMPLOI & CHOMAGE EN SEPTEMBRE 2015**

*En Septembre 2015, la population active du moment, au sens du BIT, a atteint 11 932 000 personnes, avec un volume de la population active féminine atteignant 2 317 000, constituant ainsi 19,4% de l'ensemble de la population active*

..

*La population en Chômage au sens du BIT, est estimée à 1 337 000 personnes, atteignant un taux de chômage de 11,2% au niveau national, soit une hausse de 0,6 point par rapport à septembre 2014; atteignant 9,9% auprès des hommes et 16,6% auprès des femmes. Notons que cette hausse résulte essentiellement de l'augmentation du chômage des hommes qui a connu un accroissement de 0,7 point, le taux de chômage féminin a connu quant à lui une baisse de 0,5 point au cours de la même période. Des disparités significatives sont observées selon l'âge, le niveau d'instruction et le diplôme obtenu. Le taux de chômage des jeunes (16-24 ans) atteint 29,9%.*

Source : ONS -Direction Technique chargée des Statistiques de la Population et de l'Emploi

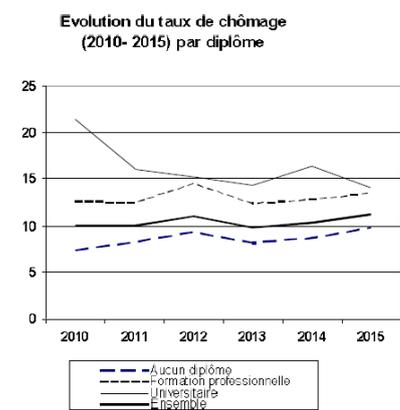


Diagramme 3-2

## ACTIVITE, EMPLOI & CHOMAGE EN SEPTEMBRE 2015 (continuation)

*Il est à noter à cet effet que plus de 55,7% des chômeurs n'ont aucun diplôme, soit un volume de 745 000 personnes, 23,3% sont diplômés de la formation professionnelle, alors que les diplômés de la formation professionnelle, alors que les diplômés universitaires en constituent 21%. En moyenne, un chômeur sur quatre est en quête d'un poste d'emploi depuis moins d'une année (25,8%), soit un volume de 336 000 chômeurs. Les chômeurs de longue durée (cherchant un poste d'emploi depuis une année ou plus) constituent 71,2% de la population en chômage. Par ailleurs, les chômeurs ayant déjà travaillé dans le passé sont estimés à 461 000 personnes, formant ainsi 34,4% de la population en chômage. Deux tiers de cette population travaillait comme salariés non permanents et 68,5% travaillaient dans le secteur privé.*

*D'autre part, la population définie comme celle qui se situe dans le « halo du chômage », identifiée par les statisticiens du travail comme étant les personnes en âge d'activité (16 à 59 ans), qui déclarent être disponibles pour travailler mais qui n'ont pas effectué des démarches effectives de recherche d'emploi durant le mois précédant l'enquête, et sont considérées par conséquent inactives. Cette catégorie de population a atteint, en septembre 2015, un volume de 939 000 personnes. Ventilées par sexe, 399 000 sont des hommes et 540 000 des femmes. Cette frange de la population est caractérisée par sa jeunesse (50,2% sont âgés de moins de 30 ans) et trois quarts de cette population ont moins de 40 ans, ainsi que par son faible niveau d'instruction ; 71,7% n'ont aucun diplôme, alors que 58,1% n'ont pas dépassé le cycle des études moyennes. Parmi cette population, 18,6% - soit un effectif de 175 000 personnes- n'ont pas effectué des démarches pour trouver un emploi au cours du mois de septembre, car elles pensent qu'il n'y a pas d'emploi, 9,2% parce qu'elles n'ont pas pu trouver un emploi par le passé et 25,8% de cette population, soit 243 000 ont déjà effectué des démarches pour trouver un emploi, et ce, avant septembre 2015.*

L'Agence Nationale de l'Emploi (ANEM) a pour missions :

d'organiser et d'assurer la connaissance de la situation et de l'évolution du marché national de l'emploi et de la main d'œuvre et de garantir à tout demandeur et à toute entreprise un service de recrutement efficace et personnalisé.



Diagramme 3-3

En Algérie : Les données d'ONS (enquêtes d'emploi) et d'ANEM, qui depuis 2015 publie les résultats de chômage : Les deux conceptions du chômage (définition BIT et inscription d'ANEM) ne coïncident qu'imparfaitement. Tout d'abord, certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à l'ANEM et peuvent renoncer à s'inscrire. Ces chômeurs ne sont donc pas

comptés dans les statistiques de l'ANEM.

### 3.3. Des deux sources (ANEM et Enquête « Emploi ») aux chiffres du chômage

Les chômeurs au sens du BIT ne sont pas comptés exhaustivement : leur nombre n'est pas compté mais il est estimé grâce à une enquête portant sur un échantillon, L'enquête « Emploi » de l'ONS. On extrapole à l'ensemble de la population les résultats observés sur l'échantillon. Concrètement, grâce à une liste de questions factuelles l'enquête « Emploi » permet d'estimer le nombre de chômeurs correspondant aux trois conditions de la définition. Cette enquête permet d'obtenir un nombre de chômeurs annuel fiable. En revanche, elle n'est pas suffisamment précise pour obtenir des chiffres mensuels du chômage au sens du BIT.

Les deux manières de mesurer le chômage. Aujourd'hui, le chômage BIT est estimé annuellement (?) grâce à l'enquête «Emploi » uniquement. Les données de l'ANEM sont publiées mensuellement.

**Proposition Exercice Ch.3** Comparaison d'évolution de chômage en 2015 /2016 entre ONS - l'enquête «Emploi » et les données d'ANEM pour les années disponibles

**Liste des variables conjoncturelles:** Chômage de dernières années et leurs sources

## 4. Le PIB, comment mesurer la croissance ?

Chaque année les journalistes et les économistes sont dans l'attente d'un chiffre, celui de la croissance qui, une fois publié fait l'objet de nombreux commentaires et débats. Le taux de croissance est le principal baromètre de l'économie qui détermine quelles politiques économiques il faut mener, mais qui sait vraiment ce qu'il signifie ? De quelle croissance s'agit-il ?

La croissance dont on parle tant c'est la croissance du produit intérieur brut (le PIB). Le PIB mesure l'activité économique à l'intérieur d'un pays. Pour mesurer des activités aussi disparates que celles d'une banque, d'une usine ou d'un hôpital, la seule unité commune est le prix. Mais la mesure du PIB aux prix de marché exclut les activités bénévoles et domestiques car il est difficile de les connaître et de leur attribuer un prix. Les activités de service (banque, assurance, conseil), et notamment les services publics (enseignement, recherche, santé, police) dont le prix est soit nul soit sans signification économique, sont mesurées de manière conventionnelle par leurs coûts de production. Dernière limite du PIB : il ne prend pas en compte les dégradations de l'environnement, la pollution et l'épuisement des ressources naturelles engendrés par la production.

Difficile à mesurer, le PIB est aussi complexe à analyser : quand le PIB d'un pays augmente, cette évolution reflète-t-elle une hausse de l'activité (des volumes produits) ou résulte-t-elle de la hausse des prix ? C'est pour répondre à cette question que les statisticiens effectuent le partage volume/prix, c'est-à-dire isolent l'inflation de l'évolution du PIB pour ne garder qu'une évolution en volume. Ce partage se heurte à la difficile mesure de l'évolution des prix. Si les variations du PIB (son taux de croissance) focalisent l'attention le niveau du PIB est également l'un des chiffres clés l'économie. Le PIB est en effet l'indicateur le plus fréquemment utilisé dans les comparaisons internationales pour juger du développement économique d'un pays. Mais pour comparer la puissance économique des différents pays, il faut convertir les PIB en une unité commune grâce aux parités de pouvoir d'achat, qui constituent en quelque sorte un taux de conversion entre les pouvoirs d'achats des différentes monnaies. Rapporté au nombre d'habitants, le PIB est souvent utilisé dans les palmarès internationaux comme un indicateur du bien-être de la population. Or, la mesure de l'activité économique ne reflète qu'imparfaitement le bien-être ; des indicateurs prenant en compte d'autres aspects comme la santé et l'éducation viennent compléter le PIB.

### 4.1. Qu'est-ce que le PIB?

Le PIB mesure la production des entreprises et des administrations publiques sur un territoire et au cours d'une période donnée, généralement au cours d'une année. Comment additionner des tonnes d'acier avec des ordinateurs et l'activité des hôpitaux ? La seule aune à laquelle on peut rapporter des productions aussi disparates est le prix ; c'est pourquoi, le PIB est mesuré « aux prix de marché ».

Le « Produit » désigne le résultat de la production, c'est-à-dire les biens et services issus de la production. Pendant longtemps - pendant une partie du vingtième siècle, la production était limitée aux seuls biens matériels. Aujourd'hui, le concept de production retenu est plus large puisqu'il englobe non seulement les biens mais aussi les services (commerce, assurance, éducation, santé) produits par les entreprises et les administrations publiques. L'étendue de la production mesurée par le PIB s'est donc considérablement élargie

« Intérieur » signifie que le produit mesuré est celui réalisé par les entreprises et les administrations à l'intérieur du territoire économique d'un pays, quelle que soit la nationalité du producteur. La production des filiales étrangères n'est pas comptabilisée. Si l'on souhaite mesurer la production réalisée par les acteurs économiques nationaux à l'intérieure à

l'extérieur du territoire, il ne s'agit plus du PIB (GDP en anglais) mais du « produit national brut » (PNB - GNP en anglais). Le PIB a supplanté le produit national brut dans la mesure de l'activité économique car il est plus important de connaître la production concentrée dans un

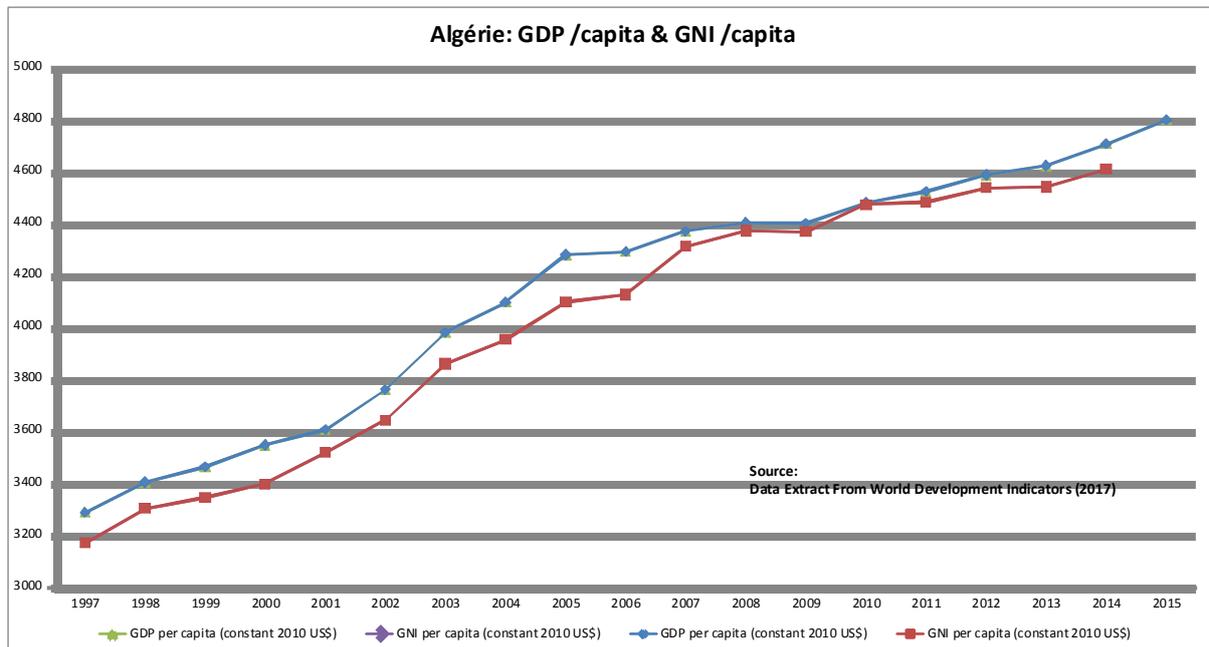


Diagramme 4.1

pays quelle que soit la nationalité des producteurs que la production des agents économiques d'un même pays. Mais en pratique, il y a peu de différences entre les deux chiffres le PNB correspond au PIB auquel on retranche les revenus nets versés aux étrangers à l'intérieur du pays et auquel on ajoute les revenus nets reçus des citoyens à l'étranger. Dans les pays où les relations avec le « reste du monde » sont équilibrées les valeurs du PIB et du PNB sont très proches. En revanche, certains pays comme la Suisse ont un PNB très supérieur au PIB car les entreprises suisses détiennent un important volume d'actions et d'obligations d'entreprises ou d'organismes publics étrangers dont elles perçoivent des revenus. Inversement, quand les revenus de la production vont en partie à l'étranger, le PIB est supérieur au PNB. Le revenu national brut (RNB) (GNI en anglais) est une valeur assez proche du produit national brut (PNB). Il correspond à la somme des revenus (salaires et revenus financiers) perçus, pendant une période donnée, par les agents économiques nationaux. Le RNB est la somme du PIB et du solde des flux de revenus primaires avec le reste du monde.

#### 4.2. Comment interprète-t-on le PIB ?

Il existe trois manières de comprendre ce qu'est le PIB selon l'angle sous lequel on regarde l'activité économique. C'est en confrontant ces trois manières de mesurer, résumées dans trois équations

##### **Le PIB est la somme de la valeur ajoutée par l'activité de production**

Pour calculer la production, il ne suffit pas simplement d'additionner la valeur de tous les biens et services produits ; car en faisant ainsi, on compterait plusieurs fois le même bien. Prenons l'exemple d'une usine fabriquant des gâteaux en utilisant la farine produite par une

autre usine. Si l'on additionne les productions des deux usines, on compte deux fois la farine, une première fois telle quelle et une deuxième fois comme partie de la valeur des gâteaux. Pour mesurer la production de l'usine de gâteaux en évitant les doubles comptes, il faut compter seulement la valeur ajoutée produite par cette usine, c'est-à-dire la valeur des gâteaux à laquelle on retranche la valeur de la farine des œufs, de l'eau et de tous les ingrédients qui entrent dans la composition appelés les « consommations intermédiaires ». On ajoute en outre les impôts indirects (la TVA principalement) car le PIB est calculé aux prix de marche.. Ainsi, le PIB c'est la somme de toutes ces valeurs ajoutées auxquelles on ajoute les impôts nets des subventions sur les produits pour obtenir la valeur marchande « aux prix de marché ». La première manière de calculer le PIB repose donc sur l'équation :

1.  $\text{PIB} = \text{Sommes des Valeurs ajoutées} + \text{Impôts sur les produits} - \text{Subventions sur les produits}$ .

### **Le PIB comme somme des dépenses**

Au lieu de mesurer la production directement à la source, dans les entreprises, on peut la mesurer par sa destination. Les biens et services produits ont quatre débouchés possibles : la consommation, l'investissement (l'achat de biens de production), les dépenses publiques et l'exportation d'où la deuxième équation qui repose sur le fait que toute production est en même temps un achat :

2.  $\text{PIB} + \text{Importations} = \text{Consommation} + \text{Investissement} + \text{Dépenses publiques} + \text{Exportations} + \text{Variation des stocks}$

La consommation (appelée dans le jargon « consommation finale » pour la distinguer de la consommation intermédiaire) regroupe tous les achats faits par les consommateurs, par exemple, les dépenses d'alimentation, d'habillement, de logement et d'énergie, l'achat de biens durables (voiture), les dépenses de santé et de loisir. Le concept de consommation correspond à peu près au sens commun à trois réserves près. Tout d'abord, les dépenses de consommation des ménages ne comprennent pas les achats de logement qui sont considérés comme des dépenses d'investissement. En effet, par définition, la consommation désigne les achats qui sont consommés (au sens de détruits) au cours de la période tandis que l'investissement comprend les achats qui sont censés servir dans le futur. La frontière entre consommation et investissement est assez conventionnelle puisque les achats de voitures (qui pourtant durent normalement plus d'un an) sont classés en consommation. L'investissement désigne, pour les entreprises, les achats de machines et les constructions (bureaux, infrastructures...) et, pour les ménages, les logements. Deuxième différence entre la consommation pour le statisticien et pour le profane: les achats d'occasion, sans passer par un intermédiaire, ne comptent pas dans la dépense de consommation alors qu'ils sont bien une dépense pour le consommateur. Dernière différence : les loyers imputés, Les propriétaires de leur logement se voient imputer parmi leurs dépenses de consommation un loyer fictif correspondant à ce qu'ils paieraient s'ils louaient leur logement.

Cette approche du PIB par les dépenses est essentielle: elle ne sert pas uniquement à mesurer le PIB, elle permet également de mesurer la contribution de la demande de chaque catégorie d'agents économiques (les ménages, les entreprises, les administrations publiques et le « reste du monde ») à la demande globale du pays.

### **Le PIB comme somme des revenus distribués**

De la production résulte la valeur ajoutée, qui est ensuite distribuée sous forme de revenus aux acteurs de la vie économique ayant participé à la production. On distingue trois types de revenus selon le facteur de production concerné :

- la rémunération des salariés (salaires et charges) ;
  - la rémunération du capital (appelée « excédent brut d'exploitation », l'EBE) qui bénéficie aux propriétaires (dividendes...), aux prêteurs(intérêts... ) et à l'État (impôts sur le revenu et le patrimoine) ;
  - les « impôts sur la production et les importations nets de subventions d'exploitation versées », c'est-à-dire les impôts indirects...
3. PIB = Rémunération de salariés + Rémunération du capital (EBE) + Impôts sur la production et les importations – Subventions

### En pratique, où trouver les informations pour calculer le PIB ?

Si le comptable d'une entreprise peut retracer au centime près la production, les bénéfices et les coûts résultant de l'activité de rentre-prise, pour le comptable national chargé de mesurer le PIB, la tâche est plus complexe. Il n'existe pas en effet de livre de compte géant rassemblant toutes les opérations de tous les acteurs de la vie économique (les entreprises, les administrations publiques, mais aussi les ménages et le reste du monde). Évaluer le PIB et ses composantes apparaissant dans les trois équations ci-dessus, c'est un petit comme réaliser un gigantesque patchwork en assemblant une multitude de sources partielles et disparates. Pour calculer la production, deux sources sont utilisées. Pour le secteur marchand, les déclarations fiscales des entreprises donnent une vision détaillée des comptes et donc de l'activité de celles-ci et permettent de calculer valeur ajoutée et investissement. Pour le secteur non-marchand (État, collectivités territoriales, organismes publics, hôpitaux et organismes de sécurité sociale...), on dispose aussi de comptes. En rajoutant quelques cas particuliers comme la production des ménages (des entrepreneurs individuels) on connaît l'ensemble de la production. Si la mesure globale du PIB est assez aisée, il est en revanche beaucoup plus difficile d'évaluer certaines composantes du PIB notamment la consommation des ménages car il y a presque autant de sources que de produits. Or, si la consommation des ménages représente plus de 40 % du PIB, son analyse est essentielle. La consommation est alors évaluée de manière indirecte, en assemblant et en recoupant une multitude de sources : ventes du commerce de détail auxquelles on retire les ventes effectuées à des entreprises,

*La **production intérieure brute** (la PIB) est un concept utilisé dans plusieurs anciens systèmes de comptabilité nationale, correspondant approximativement au **produit intérieur brut** restreint à la valeur ajoutée des entreprises et excluant les services produits par les administrations publiques et privées et les services domestiques rendus aux ménages.*

*Source : .  
[https://fr.wikipedia.org/wiki/Production\\_int%C3%A9rieure\\_brute](https://fr.wikipedia.org/wiki/Production_int%C3%A9rieure_brute)*

immatriculations des véhicules, statistiques fiscales sur l'alcool et le tabac, chiffres d'affaires pour les produits d'énergie, chiffres d'affaires des compagnies de transport, déclarations de TVA... Ces sources sont complétées par des données diverses provenant d'organismes professionnels (pour le sucre par exemple), d'enquêtes auprès d'un panel de consommateurs pour avoir une information détaillée sur certains produits, ou d'études du ministère de l'Agriculture. On comprend donc que la synthèse entre cette masse d'informations est complexe.

Quant aux revenus des ménages, ils sont approchés de manière indirecte. Les salaires reçus par les ménages sont évalués en fonction des salaires versés par les entreprises. Pour les autres revenus, c'est plus

compliqué. Ainsi, les revenus de propriété des ménages, par exemple, sont obtenus par déduction à partir de l'équation 3.

Toutes ces données sont mises en cohérence, au niveau global, et aussi pour chaque produit. Il faut vérifier, par exemple, pour tous les produits, que les ressources (production + importations) sont bien égales aux emplois (consommation + investissement + dépenses publiques + exportations + variations des stocks). On comprend donc que la mesure du PIB et de ses composantes soit longue et sujette à des réévaluations. Une première estimation du PIB de l'année  $n$  n'est connue en avril  $n+1$  ; mais il faut attendre mai  $n+3$  pour la valeur définitive. Avant cela, on dispose de comptes trimestriels moins détaillés

### **Agrégats / Habitant**

Unité: DA

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>La PIB/Habitant</b>	250 887,7	288 193,7	248 690,2	289 189,8	330 636,4 <sup>1</sup>	350 007,7 <sup>1</sup>	366 732,6
<b>Le PIB/habitant</b>	274 310,4	319 265,2	282 636,5	333 302,7	395 637,1 <sup>1</sup>	429 802,1 <sup>1</sup>	432 651,9

Source: O.N.S.

<sup>1</sup> Chiffres révisés par rapport à l'édition précédente.

« Voir Algérie en Quelques Chiffres n° 43 ».

**Diagramme 4-2**

**Source:** <http://www.ons.dz/-l-algerie-en-quelques-chiffres-.html>

#### 4.3. Le PIB mesure-t-il correctement toute la production et son évolution ?

Le calcul du PIB pose trois problèmes, l'un de définition, l'autre de mesure et le dernier, d'interprétation. Tout d'abord, le PIB, pour donner une image fidèle de la production dans un pays, doit n'oublier aucune activité : qu'en est-il de toute la-production domestique (les légumes cultivés dans son jardin par exemple), du travail au noir ou du commerce de stupéfiants? Deuxième problème: par définition, calculer le PIB, c'est évaluer la production aux prix de marché. Quand le service est gratuit pour le consommateur, comme l'éducation par exemple, comment l'évaluer ? Enfin, si l'on produit autant en vendant plus cher, le PIB augmente alors que la production stagne : comment faire la part entre l'évolution des prix et celle de la production ? C'est ce partage volume/ prix qui constitue la principale difficulté de l'analyse du PIB et de la croissance.

#### **Le PIB prend-il en compte l'économie non marchande ?**

- **Le PIB ne mesure pas les activités ménagères et le travail bénévole**
- **Le PIB mesure en partie l'économie souterraine ?**

#### **Comment évaluer la production d'un service public ou d'une banque ?**

Par définition, dans le calcul du PIB, la production est mesurée aux prix du marché. Or, une partie des biens et services faisant partie de la production ne sont pas échangés sur le marché et certains le sont pour un prix qui n'a aucune signification économique. C'est le cas par exemple, de la santé, de l'éducation, de la culture et, de manière plus générale, des services fournis par les administrations publiques. Comment alors évaluer la valeur de la production d'un enseignant, d'un acteur ou d'un chirurgien qui fournissent des services soit gratuitement soit à des prix non économiquement significatifs ? Le problème est de taille puisque les services non marchands représentent environ 20 % du PIB. Pour résoudre ce problème, le calcul est réalisé sur la base d'une convention. Il a été décidé de mesurer la valeur ajoutée par les coûts de production, c'est-à-dire pour un enseignant par exemple, par son traitement plus les charges. Cette évaluation ne rend pas compte de la qualité ni de la quantité produite, mais comme on n'en a pas trouvé de meilleure, elle perdure.

### **Comment évaluer la production des assurances, des banques ou du commerce ?**

Dans certains secteurs, la définition de la valeur ajoutée (production moins consommations intermédiaires) n'a pas de sens. C'est le cas du commerce : les biens vendus par un commerçant ont déjà été comptés dans la production des entreprises les ayant produits. Par convention, la valeur ajoutée du commerce est mesurée par les marges (valeur des ventes moins valeur des achats). La production des banques fait aussi l'objet d'une mesure spéciale. En effet, celles-ci ne facturent qu'une partie de leurs services. Pour le reste, la valeur ajoutée des banques est mesurée par la valeur du service d'intermédiation financière c'est-à-dire par le différentiel entre la rémunération de l'argent déposé et de l'argent prêté. Pour les assurances, le service produit est encore plus difficile à évaluer. Par convention, il est mesuré par la différence entre les primes reçues et les indemnités versées

### **Le principal défi que pose l'analyse du PIB : comment faire la part entre l'augmentation des prix et l'augmentation des volumes ?**

Si le PIB connaît une augmentation entre deux dates, il importe de savoir si les quantités produites (les volumes) augmentent réellement ou si ce sont seulement les prix qui augmentent. Dans le premier cas, c'est une bonne nouvelle pour l'économie, dans le second cas non. Pour décomposer l'évolution du PIB entre variation des volumes et variation des prix, on déflate l'augmentation de la production par un indice des prix. Ainsi, pour calculer la croissance du PIB entre deux années, on soustrait à la croissance brute l'évolution des prix et l'on obtient ainsi une croissance en volume.

Le calcul des évolutions en volume reposant sur l'utilisation d'un indice des prix, il se heurte aux mêmes difficultés que celles posées par la mesure de l'indice des prix à la consommation notamment la difficile évaluation des changements de qualité des produits et des produits nouveaux.

#### **4.4. A quoi sert le PIB et comment l'interpréter ?**

Le PIB est le principal descripteur de l'activité économique d'un pays. Ses variations (le taux de croissance) sont des indices de la santé de l'économie. Le PIB est utilisé dans les comparaisons internationales pour mesurer la performance économique et déterminer quels pays ont droit à des aides. Mais il sert aussi à mesurer le niveau de vie, le bien être des pays ; cette utilisation est-elle légitime ?

## Le PIB mesure-t-il le bien-être ?

Le PIB est souvent utilisé pour comparer la qualité de vie entre les pays. Cette pratique repose sur le raccourci suivant : la production crée de la richesse qui améliore le bien-être. Or, cela ne va pas de soi comme le montre l'exemple bien connu: l'augmentation des accidents de la route fait augmenter le PIB via une plus forte dépense en réparation automobile, sans que cette augmentation soit liée à davantage de bien-être. Si l'on peut douter de la pertinence de cet exemple - les accidents de la route pouvant entraîner non une augmentation mais un déplacement de la dépense - il n'en reste pas moins que le PIB prend en compte certaines activités qui ne contribuent pas au bien-être du citoyen du moins pas directement (investissements industriels ou dépenses militaires) mais ne prend pas en compte d'autres activités qui y contribuent comme le travail domestique.

De plus, si la production s'accompagne de dégradations de l'environnement, de pollutions, de la destruction de la couche d'ozone ou de l'épuisement des ressources naturelles non renouvelables, toutes ces conséquences négatives inhérentes à la production ne sont pas déduites du PIB. Le PIB est donc un indicateur qui compte le surplus de richesse induit par la production mais qui ne tient pas compte de ce qui est perdu ou détruit par cette même production. On a vu que, dans le calcul de la valeur ajoutée, on soustrait les consommations intermédiaires (c'est-à-dire les biens consommés par le processus de production), faut-il également ôter du PIB la consommation des ressources naturelles? Si oui, comment évaluer en termes monétaires les dégradations inhérentes à la production ?

S'il est vrai que la production est une création de richesse et que celle-ci peut améliorer le bien-être national, d'autres éléments non monétaires comme les inégalités dans la distribution des richesses, la santé, les conditions de travail, la qualité de l'environnement doivent être prise en compte si l'on veut établir un indicateur du bien-être des nations. Certains préconisent la construction d'une multitude d'indicateurs pour rendre compte des éléments non monétaires exclus du PIB comme l'espérance de vie, le niveau éducation ou l'état de santé. En tout cas, il ne faut prendre le PIB que pour ce qu'il est, c'est-à-dire un indicateur de la production qui mêle des productions aussi disparates que les produits alimentaires, les machines, les opérations d'un chirurgien, les cours d'un instituteur, l'activité des banques et dont une grande partie est mesurée de manière très conventionnelle (la production des administrations par exemple) ou partielle (l'économie souterraine). **Mais le PIB n'est pas un indicateur du bien-être national.**

## Le PIB mesure-t-il bien les différences internationales de richesse ?

Le PIB est l'indicateur principal qui permet de rendre compte de la performance d'une économie. Il permet de se situer par rapport au passé et par rapport aux autres pays et de déterminer la taille et la place de chaque pays dans l'économie mondiale. Encore faut-il pouvoir comparer les PIB des différents pays.

- **Comment comparer les PIB de plusieurs pays ? Les parités de pouvoir d'achat (PPA)**

Les comparaisons internationales supposent que soient réunies deux conditions: une harmonisation des méthodes et une unité commune.

Pour comparer les PIB de plusieurs pays, il faut d'abord s'assurer que l'on mesure bien la même chose dans tous les pays. Le système de comptabilité nationale définit un cadre et des concepts communs adoptés par tous les pays mais quelques différences subsistent. Par exemple, contrairement à la norme commune, les États-Unis comptent, parmi les investissements publics, les dépenses en équipement militaire. Ils évaluent aussi différemment

la production des banques et l'investissement en logiciels. De plus, la mesure de l'économie souterraine est très incertaine alors que, pour certains pays, elle représente une part importante du PIB.

Tous les pays calculent leur PIB dans leur monnaie nationale. Or, pour comparer, il faut une unité commune, généralement le dollar. Mais si l'on convertit les PIB en dollars en utilisant les taux de change pour effectuer la conversion, la mesure présente l'inconvénient de dépendre des fluctuations monétaire: si une monnaie se déprécie fortement par rapport au dollar, son PIB exprimé en dollars diminue sans que cela reflète nécessairement une baisse du pouvoir d'achat à l'intérieur du pays. De plus, les niveaux de prix sont très différents d'un pays à l'autre et ce n'est pas parce qu'un Euro vaut dix Yuans que l'on peut acheter la même chose avec un euro en France qu'avec dix yuans en Chine. Pour éviter les fluctuations artificielles des taux de change et pour tenir compte des différences de niveaux de prix, les statisticiens n'utilisent pas les taux de change pour convertir tous les PIB en une même unité de compte mais un taux de conversion appelé « parité de pouvoir d'achat » (PPA). Les PPA sont, en quelque sorte, un indice des prix spatial: de même que l'indice des prix permet de faire la part entre variation des volumes et variation des prix au cours du temps, les PPA permettent d'exprimer les pouvoirs d'achat des différentes monnaies les uns par rapport aux autres et donc de faire la part entre différences de production et différences de niveaux de prix entre deux pays. La parité de pouvoir d'achat exprime le rapport entre la quantité d'unités monétaires nécessaire dans des pays différents pour se procurer le même « panier » de biens et de services. Ainsi, le pouvoir d'achat de l'Euro par rapport au dollar est le prix que l'on doit payer en France et en euros pour acheter un produit qui coûte un Dollar aux États-Unis. Comme il y a autant de parités de pouvoir d'achat que de produits, pour obtenir un seul taux de conversion, il faut faire une moyenne qui tienne compte du poids de chaque produit dans le PIB. On obtient ainsi un taux de conversion différent du « taux de change » et qui reflète davantage les différences de pouvoir d'achat des consommateurs dans les différents pays que les valeurs des monnaies sur les marchés. Si les parités de pouvoir d'achat constituent une alternative aux taux de change, leur calcul pose des difficultés méthodologiques importantes. Tout d'abord, quand les structures de consommation entre deux pays sont très différentes, calculer le prix d'un même panier de biens dans les deux pays peut ne pas avoir de sens ; il vaut mieux utiliser les PPA pour des pays dont les modes de vie sont proches. Ensuite, selon le panier de biens pris en compte et le mode de collecte des prix des produits, on peut aboutir à des résultats très différents. Les PPA ne sont pas une science exacte, et les comparaisons de PIB entre les pays sont toujours délicates.

- PIB par tête et niveau de vie : que signifient les comparaisons internationales ?

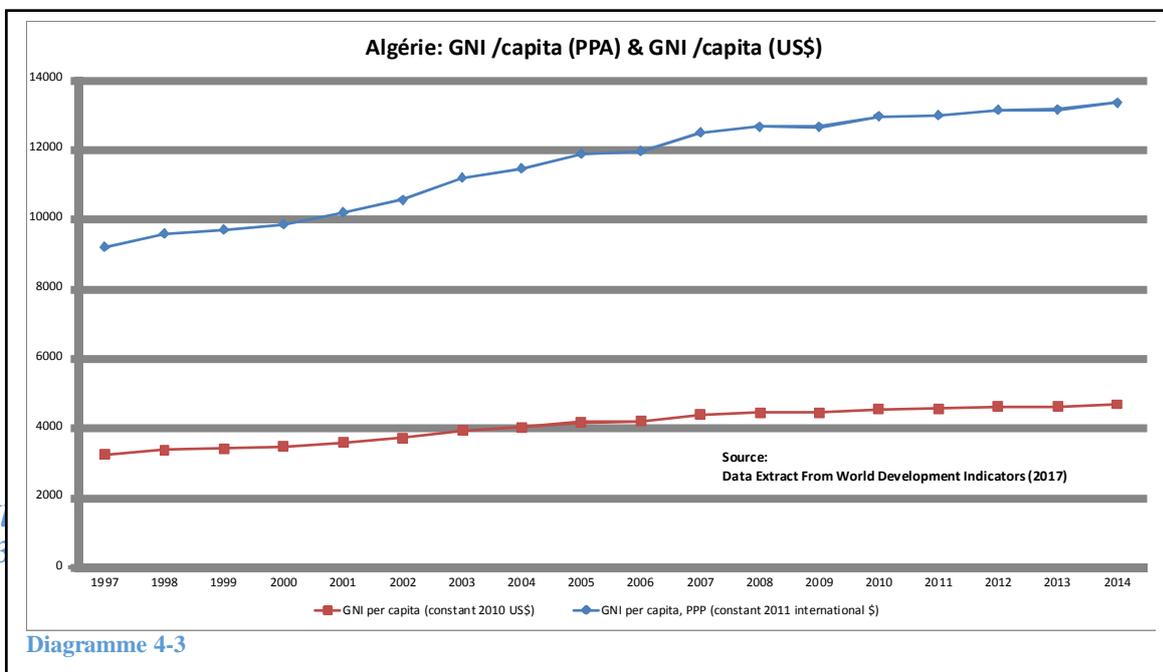


Diagramme 4-3

La production génère des revenus ; le PIB est souvent considéré comme un indicateur de la richesse collective d'un pays. Cette assimilation entre PIB et richesse est contestable car le PIB est un flux de production et donc de revenus alors que l'idée de richesse renvoie plutôt à un stock, à un patrimoine. En dépit de cette objection, on utilise souvent le PIB pour comparer les niveaux de vie entre les pays.

Cela nécessite de convertir les chiffres en une même unité, généralement le dollar. Mais une comparaison directe n'a pas de sens: en 2006 le PIB du Luxembourg s'élevait ainsi à 42,4 milliards de dollars soit 20 fois moins que le PIB de la Corée. Cela ne signifie pas que l'on vit moins bien au Luxembourg qu'en Corée. Pour mieux estimer le niveau de vie des habitants, il faut rapporter le PIB à la taille de la population. Alors, on se rend compte que le PIB par habitant est presque 5 fois plus important au Luxembourg qu'en Corée. Là encore cette comparaison est trompeuse car avec un dollar, on peut acheter beaucoup plus en Corée qu'au Luxembourg. Pour comparer le PIB par habitant en tenant compte des différences de pouvoir d'achat, on utilise les parités de pouvoir d'achat. Alors, la distance entre la Corée et le Luxembourg s'amenuise un peu : le rapport n'est plus que de 1 à 3.

Cette comparaison est encore imparfaite. En effet, si la richesse d'un pays est concentrée en un petit nombre d'individus et que la majorité des gens vivent sous le seuil de pauvreté, le revenu moyen par habitant n'a pas de sens. Là encore, on ne peut résumer en un seul indicateur le niveau de vie d'un pays

#### 4.5. Qu'est-ce que la croissance et comment l'interpréter ?

La mesure de la croissance économique est une mesure dérivée du PIB qui rend compte de l'évolution de l'activité économique entre deux périodes.

- **L'indicateur clé de la performance d'une économie : le taux de croissance annuel**

Le taux de croissance du PIB représente la variation en pourcentages du PIB entre deux dates. Ainsi le taux de croissance annuel du PIB entre les années  $n$  et  $n + 1$  se mesure par :

Taux de croissance annuel :  $(\text{PIB}_{n+1} - \text{PIB}_n) / \text{PIB}_n * 100$

où  $\text{PIB}_n$  désigne le PIB de l'année  $n$ ,

Les taux de croissance publiés sont, en général, des taux de croissance en volume c'est-à-dire que l'évolution des prix a été neutralisée : une hausse des prix n'augmente pas le taux de croissance. Pour calculer ces taux de croissance en volume, on calcule d'abord le taux de croissance en DA courants auquel on enlève l'évolution des prix

- **Taux de croissance trimestriel, croissance en glissement annuel, acquis de croissance : que signifient ces notions ?**

Calculer une fois par an un taux de croissance annuel est insuffisant. En cours d'année, la décision économique doit s'appuyer sur des indicateurs conjoncturels.

Ainsi, de la même manière que l'on calcule un taux de croissance annuel, le taux de croissance trimestriel du PIB représente la variation en pourcentages du PIB par rapport au trimestre précédent :

Mais attention aux relations entre taux de croissance annuel et trimestriel ! Le taux de croissance annuel n'est pas égal à la somme ou à la moyenne des taux de croissance trimestriels.

Il ne faut pas confondre ce taux de croissance trimestriel avec une autre notion, le taux de croissance en glissement annuel qui est égal à la variation du PIB entre deux dates espacées

### QUELQUES INDICATEURS SOCIO - ECONOMIQUES

DESIGNATION	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Taux de croissance en %</b>					
de la PIB (en volume)	1,0	3,3	2,4	3,1	2,5
du PIB (en volume)	1,6	3,6	2,8	3,3	2,8
de l'indice des prix à la consommation <sup>4</sup>	5,7	2,0	4,5	2,0	2,2

Diagramme 4-4

Source: <http://www.ons.dz/-l-algerie-en-quelques-chiffres-.html>

d'un an. Le taux en glissement annuel est obtenu en additionnant les taux des quatre derniers trimestres.

- **L'analyse de la croissance**

Le seul taux de croissance ne suffit pas à l'analyse, encore faut-il savoir d'où provient cette croissance. L'analyse conjoncturelle s'appuie sur l'équation du PIB pour expliquer la croissance du PIB par ces diverses composantes. C'est de cela qu'il est question quand on lit dans les journaux que la croissance est « tirée » par la consommation des ménages ou par l'investissement : il s'agit des contributions à la croissance.

### QUELQUES INDICATEURS SOCIO - ECONOMIQUES

DESIGNATION	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Taux de croissance en %</b>					
de la PIB (en volume)	1,0	3,3	2,4	3,1	2,5
du PIB (en volume)	1,6	3,6	2,8	3,3	2,8
de la production agricole (en volume)	21,1	4,9	11,6	7,2	8,8

Diagramme 4-5

Source: <http://www.ons.dz/-l-algerie-en-quelques-chiffres-.html>

**Proposition Exercice Ch.4 :**

- L'agriculture et la consommation des ménages sont des variables les plus importantes comme contribution a la PIB? Comparaison d'évolution de la PIB entre 2009 et 2013 et la contribution de la production agricole pour les années disponibles.
- Comparaison du PIB d'Algérie en US\$ et PPA

**Liste des variables conjoncturelles:**

- PIB, contribution de la production agricole des années disponibles et leurs sources
- PIB d'Algérie en US\$ et PPA des années disponibles et leurs sources

## 5. Conjoncture : les prévisions aident-elles à connaître l'avenir

La prévision économique occupe une place très importante dans les médias : indice de la production industrielle, indice des prix, moral des ménages, autant d'indicateurs dont les spécialistes guettent les moindres évolutions pour prévoir le retour d'une croissance forte ou au contraire un retournement d'activité. La prévision est en effet nécessaire à l'État pour piloter la politique économique et établir son budget, aux entrepreneurs pour adapter leurs capacités de production à la demande, aux banques pour réaliser les meilleurs placements, aux ménages pour anticiper leur pouvoir d'achat, évaluer l'opportunité à faire de gros achats (le logement par exemple) ou changer de travail.

Les phénomènes que l'on cherche à prévoir sont ceux qui ont une forte incidence sur l'activité et la croissance : il est donc important de connaître les comportements des entreprises (activité, investissement), des ménages car leur consommation représente près des 3/4 du PIB et leur épargne constitue la principale source de financement de l'économie. La plupart des prévisions concernent le court terme (des prochains mois à un an), c'est ce qu'on appelle la conjoncture.

Les outils dont dispose le conjoncturiste pour élaborer son diagnostic sont de deux types. La première source d'information provient des enquêtes de conjoncture, le plus souvent qualitatives, qui donnent une première impression du « climat des affaires » et du « moral des ménages ». Des indicateurs quantitatifs viennent ensuite préciser et chiffrer le diagnostic dans les domaines clés de l'économie : production industrielle, produits manufacturés, emploi, prix... Toutes ces informations et d'autres sont utilisées pour déduire des scénarii d'évolution à court terme, en s'appuyant notamment sur des modèles mathématiques.

Souvent la comparaison entre les prévisions et la réalité est peu flatteuse pour le conjoncturiste notamment au moment des retournements de conjoncture qui sont difficiles à anticiper. Les erreurs sont en moyenne de l'ordre de 0,5 point pour une prévision de la croissance trimestrielle du PIB et de la consommation en fin de trimestre, ce qui est déjà beaucoup pour des taux de croissance de l'ordre de quelques pour cents.

### 5.1. A quoi servent les prévisions économiques ?

#### **Pourquoi et pour qui prévoir ?**

C'est dans les moments de crise économique, dans les périodes où la croissance ne va plus de soi et où l'action de l'Etat est cruciale, que s'est développée la prévision. En effet, la prévision est nécessaire pour savoir dans quelle phase du cycle se trouve l'économie, l'activité économique ayant une influence sur le budget de la sphère publique (Etat, collectivités territoriales...) par les recettes fiscales et les dépenses (par exemple, les dépenses d'indemnisation du chômage sont très sensibles à la conjoncture), la prévision de l'évolution économique de court terme est indispensable à la préparation du budget. Plus généralement, la prévision est indispensable au pilotage et à la conduite des politiques économiques. Il importe en effet de savoir dans quelle phase du cycle l'économie se situe et de prévoir les éventuels retournements de la conjoncture pour mener les bonnes politiques économiques, c'est-à-dire stimuler l'économie en période de récession ou de ralentissement et la freiner en période d'accélération.

Mais la sphère publique n'est pas la seule intéressée par les prévisions économiques. Les entreprises doivent connaître les perspectives de débouchés avant de se lancer dans de nouvelles activités, d'accroître la production, d'embaucher ou d'investir dans de nouveaux équipements. Les banques sont très intéressées par les prévisions de court terme pour réaliser les meilleurs placements. Les salariés peuvent utiliser les prévisions dans leur secteur

d'activité comme élément dans la négociation salariale. Les ménages, avant de souscrire un crédit, ont intérêt à se renseigner sur l'évolution des taux d'intérêts et à anticiper leurs revenus futurs.

## Que prévoir ?

La plupart des prévisions concernent le très court terme et le court terme, c'est-à-dire la période actuelle et les prochains trimestres (c'est ce qu'on appelle « la conjoncture »), même si pour piloter la politique économique, l'État s'intéresse à des prévisions à plus longue échéance. Les prévisionnistes prévoient non seulement le futur proche, mais aussi le présent et le passé récent. Les prévisions à moyen et long terme (au-delà d'un an) sont très complexes et moins développées que l'analyse conjoncturelle.

A-t-on raison de s'intéresser tant au court terme ? S'y intéresse-t-on tant uniquement parce qu'il est le plus facile à prévoir ? On pourrait penser que ce qui compte, c'est la tendance de long terme de l'économie et qu'il est démesuré de consacrer tant de moyens aux fluctuations chaotiques de la croissance qui est un phénomène intrinsèquement irrégulier. En fait, les fluctuations de la croissance ne sont pas que des à-coups autour d'une tendance générale. Elles peuvent être le signe d'un renversement de tendance. De plus, même si à long terme, l'économie est en expansion, les variations conjoncturelles ont un impact sur le chômage, et donc sur les revenus et les conditions de vie de la population qui peuvent nécessiter la mise en œuvre de politiques publiques pour en atténuer les effets. **Enfin, une bonne prévision de court terme permet de mieux anticiper le long terme car court et long termes ne sont pas indépendants.**

À mesure que les utilisateurs des prévisions se diversifient, le contenu des prévisions s'étend des variables classiques (croissance du PIB, consommation des ménages, évolution des prix) à des prévisions plus fines par secteur d'activité.

## Prévisions et conséquences

L'objectif premier des prévisions économiques est de fournir une aide à la décision politique, même s'il n'y a pas de lien direct entre prévision et décision politique, cette dernière dépendant d'une multitude de facteurs. De plus, les décideurs ne prendront une nouvelle mesure que si la situation est durable. Il existe néanmoins des exemples où l'analyse conjoncturelle a permis d'atténuer une situation économique difficile. C'est typiquement le cas de la politique pour l'emploi : la dégradation du taux de chômage prévue par les conjoncturistes entraîne souvent la mise en œuvre de nouvelles mesures pour l'emploi.

### 5.2. Un premier diagnostic sur l'état de l'économie : les enquêtes conjoncturelles d'opinion. Les données qualitatives.

Les résultats des enquêtes de conjoncture sont amplement commentés car ils constituent le premier indice sur l'état de l'économie. Tout le monde a entendu parler du « moral des ménages » ou du « climat des affaires » ; mais rapport des enquêtes de conjoncture ne se limite pas à ces deux notions très prisées des médias. En effet, les enquêtes de conjoncture constituent une source essentielle pour l'analyse car elles apportent des indications précoces sur le passé récent et les perspectives d'évolution de l'économie, bien avant la publication des indicateurs quantitatifs. Elles ne visent pas à obtenir des données chiffrées sur les grandeurs économiques essentielles mais à connaître le sentiment des ménages et des chefs d'entreprises sur leur situation économique mais aussi sur le climat économique général. Si elles

apparaissent moins précises que les indicateurs quantitatifs, elles présentent l'avantage de couvrir des domaines inaccessibles sinon, comme le taux d'utilisation des capacités de production, les carnets de commandes, les difficultés de recrutement, les capacités financières et surtout les anticipations des ménages et des entrepreneurs.

### **Les enquêtes conjoncturelles auprès des ménages et le « moral des ménages »**

Contrairement à ce que laisse penser le mot « moral » des ménages, la notion n'a rien de psychologique. L'appellation elle-même n'est pas officielle. Ce que la presse traduit par « moral des ménages » est en réalité une statistique dont le nom officiel est « indicateur résumé », calculée à partir des réponses aux enquêtes de conjoncture auprès des ménages. Que désigne-t-il réellement.

### **En quoi consistent les enquêtes conjoncturelles auprès des ménages ?**

L'« indicateur résumé » est issu d'une enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages, réalisée par téléphone par l'Insee auprès d'un panel de 2 000 ménages environ. Les ménages sont questionnés sur leur environnement économique, certains aspects de leur situation personnelle ainsi que leurs anticipations en matière de consommation et d'épargne.

Comme cette enquête n'existe pas en Algérie, le (sous)-chapitre termine ici

#### **Proposition Exercice Ch.5.1:**

Les enquêtes conjoncturelles auprès des ménages, existe-il une demande et la capacité ?

#### **Liste des variables conjoncturelles:**

A déterminer et leurs sources

### **5.3. Les enquêtes auprès des chefs d'entreprises et les indicateurs du « climat des affaires » en Algérie**

L'enquête d'opinion auprès des chefs d'entreprises industrielles, initiée par les services de l'ONS couvre plusieurs domaines non traités par les enquêtes traditionnelles (la main-d'œuvre, la trésorerie, l'équipement, la demande et la distribution). Elle ne les décrit pas de façon quantitative, elle les appréhende à travers un recueil d'opinions des chefs d'entreprises. Les tendances sont présentées par des courbes, elles traduisent des soldes d'opinion ou des proportions

Les graphes retracent l'évolution trimestrielle et ce, du troisième trimestre 2006 au trimestre en cours. Les points situés au-dessus de la ligne zéro correspondent toujours à des réponses indiquant une augmentation ou un niveau supérieur (ou positive), les points au-dessous de la ligne zéro traduisent une diminution (un niveau négative).

### **Les principales caractéristiques de l'enquête de conjoncture**

Les enquêtes de conjoncture (enquêtes d'opinion) qui sont des enquêtes légères, rapides et qui couvrent aussi les domaines non traités par les enquêtes traditionnelles, sont conçues dans le but :

- d'une évaluation qualitative des paramètres de la croissance ;
- d'une connaissance rapide des tendances de l'activité ;
- de l'analyse et de la prévision conjoncturelle.

Le champ de l'enquête trimestrielle auprès des entreprises industrielles est de 514 entreprises et filiales dont :

- 250 entreprises publiques
- 264 entreprises privées

Le questionnaire traite les différents domaines liés à l'activité de l'entreprise (le niveau de l'activité, la demande et la distribution, la main d'œuvre, les équipements et la trésorerie). Les résultats sont disponibles 45 jours après la fin du trimestre avec des taux de réponse variant de 30 à 45%.

**Solde d'opinion** Les réponses aux questions posées dans le cadre des enquêtes de conjoncture (enquêtes d'opinion) sont à deux modalités (oui - non) ou à trois modalités (hausse - stable - baisse) selon le type de questions posées. Elles sont codées sous forme de notations chiffrées et pondérées en fonction de l'importance de chaque entreprise au sein de sa branche d'activité (chiffre d'affaires de l'année précédente) et par les poids respectifs des branches (valeur ajoutée de l'année de base 1989) pour le calcul des valeurs synthétiques moyennes aux divers niveaux d'agrégation. Les résultats sont tirés sous forme de tableaux statistiques dont les chiffres sont présentés en termes relatifs (%) dégageant ainsi des soldes d'opinion pour les réponses à trois modalités et des proportions pour les réponses à deux modalités.

**Exemple :** A la question suivante « Quelle est la tendance de votre production au cours des trois derniers mois ? ». Trois réponses possibles sont prévues en hausse, stable, en baisse. **Le solde d'opinion** est calculé comme la différence entre la proportion d'entreprises qui ont répondu que leur tendance est en hausse et celles pour lesquelles la tendance est en baisse (sans tenir compte de la proportion d'entreprises qui ont répondu que leur tendance est stable).

**Ex.. :**

	# Réponses		Solde	
	40	pos	16%	<b>Le solde total dans ce cas est <math>(40-140) / 250 = -40\%</math>, le pourcentage de réponses négatives est <math>140/250 = 16\%</math>, des réponses neutres <math>70/ 250 = 28\%</math> et les réponses positives <math>40/250 = 56\%</math>. Donc la tendance des réponses à cette question est calculée par la différence dans les réponses positives et négatives, divisé par le nombre de réponses valides <math>(40-140)/250 = -40\%</math></b>
	70	0	28%	
	140	neg	56%	
<b>Total</b>	250		-40%	

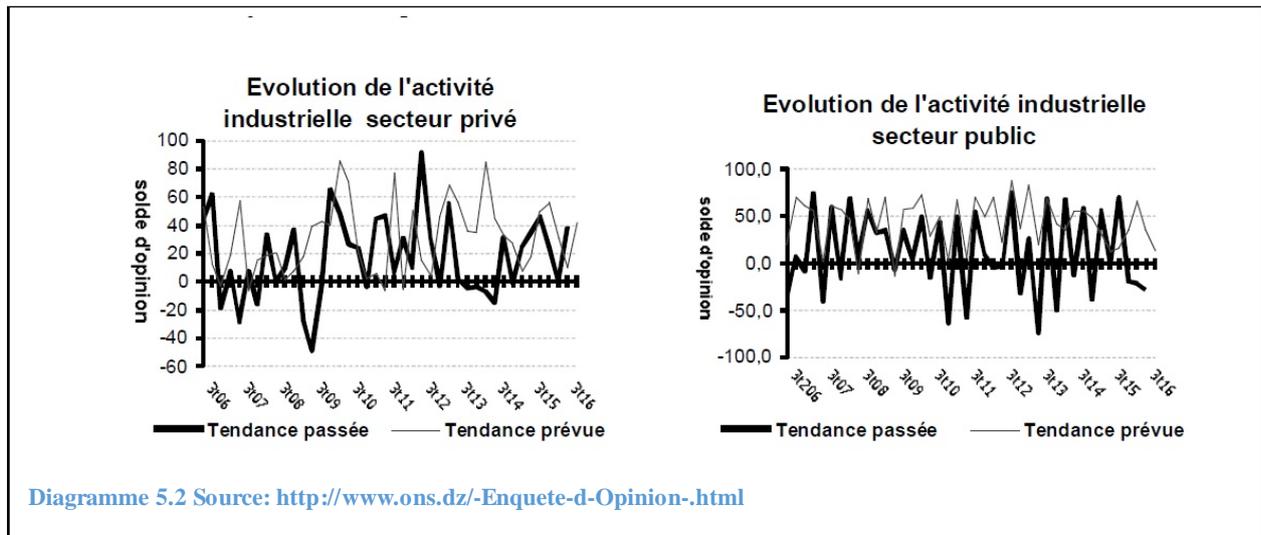
Diagramme 5.1

Source: Klaus Röder - MAN Ferra Conj Alg170110.xlsx

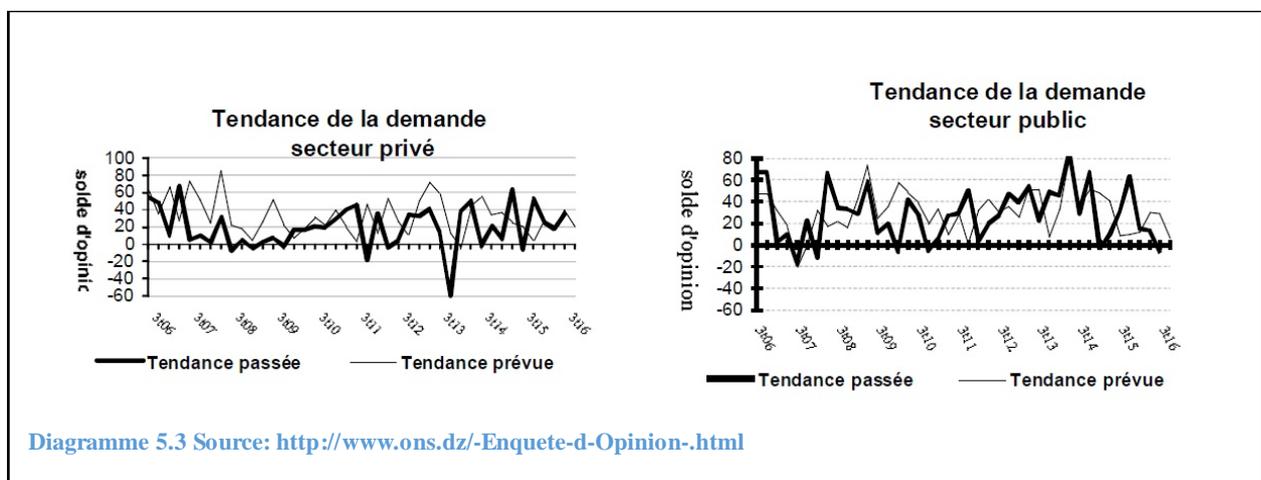
## Résultats: l'activité

Selon l'opinion l chef enquêtés, au troisième trimestre 2016, l'activité industrielle poursuit sa tendance à la baisse pour le secteur public et se caractérise par une évolution positive pour le privé. Près de 46% des enquêtés du secteur public ont utilisé leurs capacités de production à moins de 75%. Le niveau d'approvisionnement en matières premières est inférieur à la demande exprimée pour près de 27% des concernés du secteur public et près de 13% de ceux du privé, ce qui a engendré des ruptures de stocks à plus de 29% des premiers et à près de 5% des seconds. Ces ruptures de stocks ont causé des arrêts de travail allant jusqu'à 29 jours pour la plupart des concernés du secteur public et à moins de 10 jours pour plus de 70% de ceux du privé.

Plus de 28% des enquêtés du secteur public et près de 15% de ceux du privé ont connu des pannes d'électricité, conduisant à des arrêts de travail, allant jusqu'à 12 jours pour 44% des premiers et près de 47% des seconds. Par ailleurs, l'approvisionnement en eau a été suffisant selon la majorité des enquêtés



## Résultats: La demande



et ensuite (voyez le document de la source)

## 5.4. Encore les données qualitatives : L'enquête sur la situation et les perspectives dans le commerce 2016

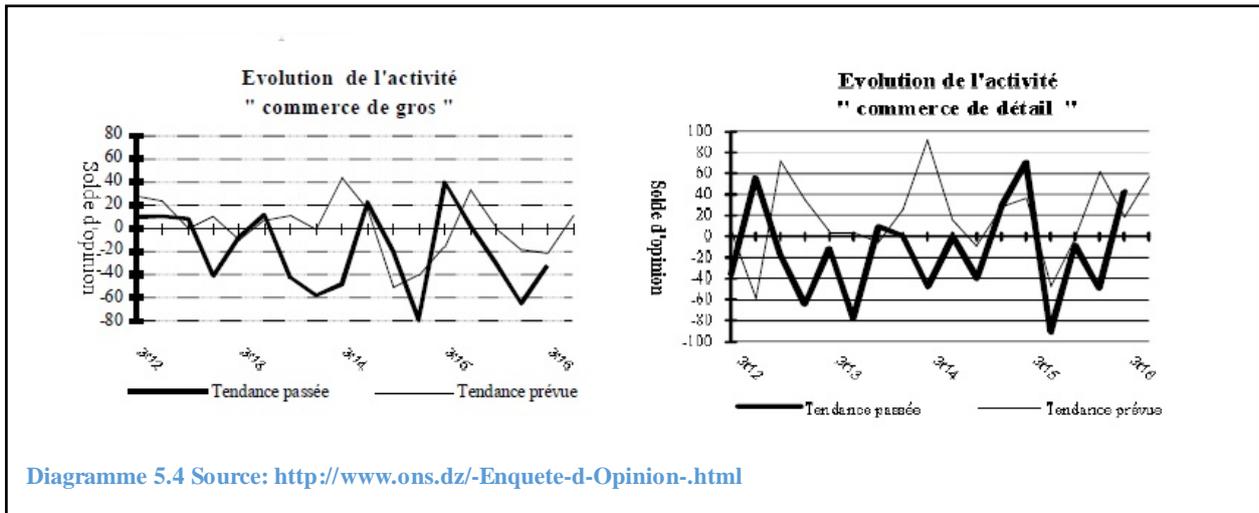
L'enquête sondage d'opinion auprès des chefs d'entreprises du secteur du commerce est organisée d'une façon semblable comme laquelle de la industrie

Les graphes retracent l'évolution trimestrielle et ce, du troisième trimestre 2012 au trimestre en cours. Les points situés au-dessus de la ligne zéro correspondent toujours à des réponses indiquant une augmentation ou un niveau supérieur, les points au-dessous de la ligne zéro traduisent une diminution.

### Activité /Approvisionnement

L'activité commerciale persiste dans la baisse au troisième trimestre 2016 selon l'opinion des grossistes, notamment ceux des matières premières et demi produits ainsi que des machines et matériaux d'équipements. En revanche, elle tend vers la hausse selon celle des détaillants, essentiellement, ceux du commerce de l'agro-alimentaire.

La plupart des détaillants se plaint de l'indisponibilité des produits, à cela s'ajoute la lenteur des délais d'approvisionnement et l'éloignement des sources d'approvisionnement selon les grossistes.



et ensuite (voyez le document de la source)

### Qu'est-ce qu'un solde d'opinion et qu'est-ce que le climat des affaires ?

Pour chaque question, on calcule de la même manière un solde. (Voyez calcul au-dessus) par la différence entre les pourcentages de réponses positives (en hausse, supérieur au linge 0) et négatives (en baisse, inférieur à la ligne 0). Les réponses intermédiaires (stable, normal) n'interviennent donc pas dans l'analyse, car l'expérience a montré que la différence entre les deux pourcentages d'opinion opposée était un bon indicateur conjoncturel. Les réponses sont pondérées par l'importance de l'entreprise mesurée par son chiffre d'affaires ou ses effectifs selon les cas... Seuls l'évolution de ces soldes et leur écart par rapport à la valeur moyenne sont interprétés. En revanche, leur niveau absolu n'a pas de sens pour l'analyse conjoncturelle. Dans chaque secteur, on calcule un « indicateur synthétique du climat des affaires » qui résume les principaux soldes d'opinion et qui s'interprète comme une mesure du climat des affaires tel qu'il est perçu par les chefs d'entreprises et du secteur

### Quelles informations tirer des enquêtes de conjoncture sur les opinions des acteurs économiques ?

L'évolution du climat des affaires sont beaucoup commentées. S'il est vrai que les anticipations des acteurs économiques ont un rôle réel sur la conjoncture (par exemple, la « confiance » des acteurs économiques influe bien les décisions d'investissement) et qu'il est donc logique de penser que l'opinion des agents ait un bon pouvoir prédictif, les enquêtes de conjonctures doivent être interprétées avec précaution. Les questions posées n'ont pas toutes la même valeur prédictive. Les questions portant sur la situation propre des entrepreneurs ou des ménages interrogés apportent en général des informations plus pertinentes que celles sur le contexte général. La confiance des entrepreneurs reflète bien la conjoncture. Certains soldes d'opinion annoncent les évolutions des statistiques quantitatives avec une bonne précision. Ainsi, les réponses des entrepreneurs sur la production passée donnent une idée assez précise du taux de croissance de la production industrielle bien avant la production de l'indice même si parfois les deux courbes présentent des écarts (Voyez les graphiques au-dessus).

Cependant, il faut faire attention à ne pas « sur interpréter » un indicateur. Il faut éviter d'accorder trop de sens à un seul chiffre ; les prévisions se construisent à partir d'un faisceau d'indices

## 5.5. Une première mesure de la conjoncture : Les indicateurs quantitatifs

Les indicateurs quantitatifs visent à quantifier de manière relativement précoce les évolutions des grandeurs économiques les plus importantes pour l'évolution de l'activité future. Les principaux indicateurs concernent la production et la vie des entreprises en général, la demande des ménages, les échanges extérieurs et enfin l'économie monétaire et financière. Ils sont généralement établis et publiés par l'ONS ou d'autres organismes à un rythme mensuel ou trimestriel quelque temps après la fin de la période en question et donc après les résultats des enquêtes de conjoncture. Il s'agit en général d'indices. Les deux plus importants sont l'indice des prix à la consommation et le taux de chômage déjà traités.

### **Le suivi de la consommation des ménages**

Outre l'indice des prix à la consommation, le taux de chômage, l'emploi, les salaires, et le coût de la main-d'œuvre qui font l'objet d'un suivi particulier, le principal indicateur concernant les ménages a trait à leur consommation.

Pour suivre l'évolution de la consommation des ménages, on utilise les indices de dépense de consommation de produits manufacturés (c'est-à-dire le matériel de transport, par exemple les automobiles, l'équipement du logement, le textile, les produits médicaux, l'édition, le bricolage...). Les produits manufacturés représentent une partie importante de la consommation des ménages et, s'ils constituent une information conjoncturelle privilégiée, c'est parce qu'ils concernent la partie la plus volatile de la consommation des ménages et fournissent donc précocement des informations sur la demande des ménages.

## 5.6. Comment faire un diagnostic conjoncturel à partir d'une multitude d'informations partielles et disparates ?

La prévision repose tout d'abord sur la description et l'analyse du passé proche et du présent afin d'en déduire les évolutions possibles dans un futur proche. Les indicateurs quantitatifs et les soldes issus des enquêtes conjoncturelles d'opinion constituent toute une série d'éléments qui aident à prévoir l'évolution de l'activité ; encore faut-il synthétiser toute l'information et l'extrapoler.

### **L'extrapolation du court terme grâce à la modélisation**

Le prévisionniste dispose de toute une gamme de méthodes statistiques pour l'aider à prévoir, parmi lesquelles les modèles de séries chronologiques et les modèles de comportement. Les modèles de séries chronologiques consistent à extrapoler les valeurs futures d'une variable ou d'un groupe de variables en fonction de leurs valeurs passées. Ces méthodes reposent sur la décomposition de la série des valeurs passées en une tendance et des chocs accidentels. Elles ne supposent aucune relation économique entre les variables mais reposent uniquement sur l'observation empirique des corrélations passées et sur leur extrapolation dans le futur. Elles ont l'avantage d'être rapides à utiliser mais font l'impasse sur l'explication économique. Les modèles de comportement, au contraire, postulent des relations causales entre les variables reposant sur la théorie économique. Si ces modèles présentent l'intérêt de prévoir en même

temps que d'expliquer les grandeurs économiques, leur construction est complexe et certains d'entre eux comportent des centaines d'équations. Les prévisionnistes combinent toutes ces méthodes et confrontent les résultats de modèles fondés sur différentes hypothèses en veillant à la compatibilité des différentes prévisions entre elles pour que le diagnostic soit cohérent. Par exemple, on doit retrouver les grandes égalités comptables comme l'égalité entre les ressources et les emplois :

$$\text{PIB} + \text{Importations} = \text{Consommation} + \text{Investissement} + \text{Dépenses publiques} + \text{Exportations} + \text{Variation des stocks}$$

Ainsi chaque prévisionniste élabore de son côté les statistiques dont il a la charge et ensuite les résultats sont comparés et leurs hypothèses sont confrontées. Ce travail s'effectue au sein d'une même institution mais aussi avec les autres institutions, nationales et mondiales, qui font de la prévision.

### **Des résultats tempérés par l'Intuition et des informations non quantifiées**

L'utilisation des méthodes statistiques n'est pas mécanique. Un modèle n'est pas une boîte noire toute prête dans laquelle on introduit toute une série de données et d'où ressort un chiffre. L'interprétation du prévisionniste intervient dès le choix du modèle lors de la spécification des équations liant les variables entre elles. L'importance et la valeur prédictive de chaque information sont sans cesse réévaluées par le conjoncturiste en fonction de ce qu'il sait de la qualité de ses données mais aussi du contexte ou d'éléments que les statistiques ne prennent pas en compte. Une fois les résultats du modèle obtenus, le prévisionniste peut encore les retoucher si la prédiction donnée par le modèle ne lui paraît pas crédible. Ainsi, la prévision ne découle pas d'une manière mécanique de l'observation des indicateurs ; elle relève autant de l'intuition ou de l'art que de la science.

#### **5.7. Quel sens accorder aux prévisions?**

##### **Prévision et incertitude ; Les prévisions sont-elles fiables ?**

Le caractère chiffré des prévisions fait souvent oublier l'incertitude qui les entoure. Les prévisions reposent sur des hypothèses que font les économistes sur les évolutions qui leur semblent vraisemblables mais parfois l'incertitude qui accompagne une prévision est grande. La notion d'erreur de prévision est difficile à définir : confronté à une réalisation très différente de sa prévision, le conjoncturiste peut toujours rétorquer que son diagnostic a justement permis d'éviter que ne se réalise une prévision défavorable.

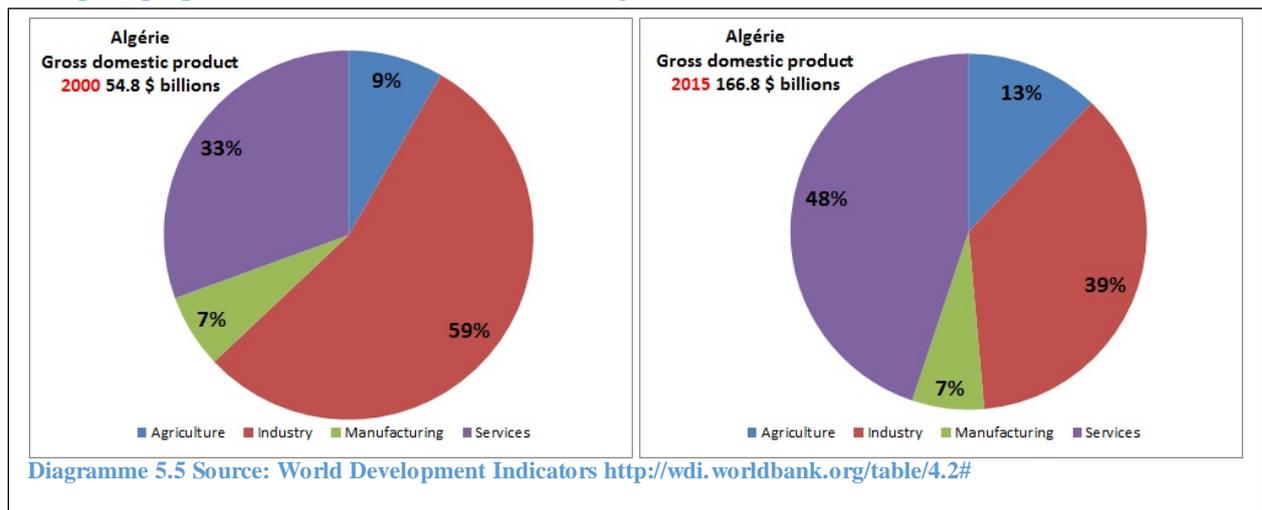
La qualité des prévisions varie selon la grandeur considérée et selon l'horizon de prévision. Bien sûr, plus l'on prévoit à un terme éloigné dans le temps, plus la prévision risque d'être fautive. Certaines grandeurs sont plus faciles à prévoir que d'autres. Les variables les plus difficiles à prévoir sont celles qui varient le plus comme l'investissement, celles qui dépendent de multiples facteurs comme le commerce international et celles pour lesquelles la construction est complexe (l'inflation). À l'inverse, le PIB ou la consommation des ménages sont plus faciles à prévoir.

Les prévisionnistes ne se trompent pas toujours dans le même sens : ils ont tendance à sous-estimer la croissance dans les périodes d'accélération et à la surestimer dans les phases de ralentissement. Ce qui est plus gênant c'est que les prévisionnistes se trompent le plus aux

moments où leur prévision est la plus utile - et aussi la plus difficile à établir - lors des retournements de conjoncture. Par exemple, regardez les prévisions au-dessus : « Evolution d'activité : Commerce de détail »

### Pourquoi les prévisionnistes se trompent-Ils ?

Le champ couvert par les indicateurs quantitatifs qui constituent la première prévision chiffrée est lacunaire. Il n'existe pas de données intra annuelles sur les revenus en Algérie par exemple, qui pourtant sont essentiels aux ménages.



Le principal indicateur conjoncturel et la plupart des données conjoncturelles concernent les services et l'industrie. Or l'industrie représente moins de 40 % de la production et les services a peu près de 50 %.. Pour autant, cet héritage n'est pas obsolète car l'industrie explique à elle seule une grande partie des évolutions cycliques de l'économie. S'il est vrai que son poids dans la production totale est désormais inférieur à celui des services, en revanche, l'activité de l'industrie est plus fluctuante et a longtemps expliqué davantage la variation du taux de croissance que les services. De plus, une partie de la variation dans les autres secteurs est corrélée à l'évolution du secteur de l'industrie. Ceci explique l'importance accordée à l'observation de la production industrielle dans le dispositif conjoncturel. Cependant, la prévision du taux de croissance des variations de l'activité dans les services améliore la prévision du PIB.

Certains domaines restent mal connus, comme le secteur public ou encore l'investissement pour lequel il n'existe aucun indicateur quantitatif précoce alors que ses variations constituent l'un des principaux déterminants des cycles économiques de court terme. De plus le suivi des stocks des entreprises est difficile.

#### Proposition Exercice Ch.5.2:

Les participations des secteurs au PIB en Algérie, sont-ils réalistes ?

Les prévisions des secteurs au PIB en Algérie, sont-ils réalistes ?

#### Liste des variables conjoncturelles:

A déterminer les participations des secteurs au PIB et leurs sources

A déterminer les prévisions des secteurs au PIB et leurs sources

## 6. Comment mesurer les inégalités et la pauvreté ?

Pour mettre au point une mesure des inégalités monétaires, il faut définir deux éléments : la notion de revenu et la manière de mesurer les inégalités. S'agissant du revenu, on utilise en général le revenu disponible net du ménage c'est-à-dire la somme annuelle de tous les revenus d'activité (salaires, bénéfices), des revenus de remplacement (retraites, allocations chômage), des revenus du patrimoine et des revenus de transferts (les prestations sociales comme les allocations familiales) à laquelle on soustrait les impôts directs. Ce revenu disponible net mesuré grâce aux déclarations d'impôts sur le revenu ne prend pas bien en compte certains revenus du patrimoine absents de ces déclarations, ni certains avantages comme le fait d'être propriétaire de son logement. On peut donc élargir la notion de revenu disponible net en complétant les revenus du patrimoine et en estimant l'avantage dont bénéficient les propriétaires de leur logement. De plus, à revenu égal, un couple vit mieux qu'un ménage composé de trois personnes, il faut donc rapporter ce revenu à la composition du ménage pour obtenir le niveau de vie : c'est à partir de cette notion que sont calculées les statistiques sur les inégalités et la pauvreté.

La mesure la plus courante des inégalités est l'écart entre le niveau de vie des 10 % les plus riches et des 10 % les plus pauvres. Cette mesure, qui présente l'avantage d'être claire, laisse dans l'ombre ce qui se passe aux deux extrémités de la distribution des revenus (en dessous des 10% les plus pauvres et au-dessus des 10 % les plus riches). En outre, une analyse des inégalités ne doit pas se restreindre au revenu. En effet, un grand train de vie peut combiner un revenu faible et un patrimoine important consommé peu à peu. Enfin, les inégalités ne sont pas uniquement monétaires, mais ont trait à la santé, à l'emploi, au logement...

Si la pauvreté semble une notion que chacun connaît, le statisticien peine à la définir et à la mesurer. L'approche la plus intuitive est l'approche monétaire : sont, pauvres les personnes dont les revenus sont inférieurs à un certain seuil. Mais si l'approche monétaire de la pauvreté est à première vue la plus simple, elle omet d'autres dimensions du bien-être comme le fait de disposer d'un logement ou d'avoir un patrimoine suffisant pour compenser une perte de revenus. Une seconde approche de la pauvreté consiste à compter le nombre de privations ou de difficultés d'accès à des biens et des services courants comme la difficulté de se loger, l'impossibilité de partir en vacances... Enfin, une approche administrative mesure la pauvreté par le nombre de bénéficiaires de minima sociaux. Selon l'approche retenue, le nombre de pauvres varie fortement et ne concerne pas nécessairement les mêmes personnes.

### 6.1. Comment mesurer les inégalités mesurées en Algérie<sup>1</sup>?

Les inégalités sont multidimensionnelles, elles touchent tous les aspects de l'économie et de la société. La plupart des statistiques sur les inégalités concernent les aspects monétaires (les revenus en général ou certaines de leurs composantes comme le salaire) mais pas seulement. Inégalités de santé, inégalités grâce à l'emploi, à l'école, au logement, à la culture... autant de dimensions qui ne sont pas indépendantes les unes des autres puisque bien souvent les inégalités sont cumulatives.

Passons aux données de l'Algérie pour discuter des résultats et les méthodes en détail

---

<sup>1</sup> Source: <http://dspace.cread.dz:8080/bitstream/CREAD/237/1/La-dynamique-de-la-pauvrete-en-Algerie.pdf> (2006)

<b>Tableau 1</b>			
Evolution des principaux indicateurs macroéconomiques de niveau de vie en (%) selon les périodes			
Variation en volume en moyenne annuelle sur la période			
	<b>87-94</b>	<b>95-2000</b>	<b>2000-2006</b>
PIB	-0.5	+3.1	+4.4
PIB/habitant	-2.4	+0.9	+2.8
Consommation des ménages / tête	-4.6	+1.3	+2.4
Revenu disponible des ménages / habitant	-5.5	+3.7	+6.5
Revenus salariaux	0,5	+1,1	+5,4
Inflation	+19.6	+6.3	+2.6

Diagramme 6.1 Source: Notes de conjoncture du CGPP et Comptes économiques de l'ONS.

On retrouve bien dans les aspects de la pauvreté en Algérie en trois dimensions: économique (pauvreté monétaire, pauvreté des conditions de vie et pauvreté des potentialités ou de capacités), sociale et politique. Ces différents aspects restent articulés entre eux.

Le recours à l'un ou l'autre de ces niveaux de définition de la pauvreté, séparément ou simultanément, est évidemment directement lié à la disponibilité de sources d'information adéquates et aux objectifs poursuivis en matière de stratégie de lutte contre la pauvreté. Ainsi, en général, les pays en développement, qui disposent de systèmes d'information plus ou moins élaborés et qui ont des niveaux de pauvreté étendus, ont davantage tendance à analyser la pauvreté à travers une approche monétaire. Celle-ci constitue l'approche la plus facile à mettre en œuvre (ceci est le cas de l'Algérie). Différentes méthodes sont utilisées dans ce cadre et elles reposent le plus souvent sur les concepts de pauvreté absolue et de pauvreté relative

Le premier concept (pauvreté absolue) fait référence à un indicateur de niveau de vie censé traduire le bien-être des individus. Un besoin nutritionnel minimum exprimé en nombre de calories par jour et par personne est l'indicateur le plus utilisé. Les études sur la pauvreté en Algérie sont basées sur un besoin nutritionnel de 2100 calories/jour/personne. La conversion monétaire du panier de biens alimentaires permettant d'atteindre cet indicateur donne le seuil de pauvreté. Sont alors considérées pauvres toutes les personnes qui dépensent moins que ce seuil. Le concept de pauvreté relative prend en considération la distribution d'un indicateur choisi pour refléter le niveau de vie des ménages. La dépense et ou le revenu sont les plus fréquemment utilisés. Le seuil de pauvreté est dans ce cas défini comme le niveau au-dessous duquel se trouve une proportion donnée (généralement fixée «politiquement») de la population. L'indicateur peut être:

- la dépense totale par tête (ou par ménage);
- la dépense alimentaire par tête (ou par ménage);
- la dépense par unité de consommation qui intègre le principe d'économie d'échelle liée à la taille des ménages

Les proportions généralement utilisées sont:

- 50% de la moyenne des dépenses par habitant;

- 50% de la médiane des dépenses par habitant;
- les deux ou trois premiers déciles.

## 6.2. Approche suivie pour la mesure de la pauvreté en Algérie.

Cela concerne la définition de l'indicateur de bien-être, la détermination du seuil de pauvreté, les indicateurs de mesures de la pauvreté et le choix de l'approche suivie. Les sources statistiques sont aussi précisées.

### L'indicateur de bien-être.

Pour les études effectuées en Algérie, il s'agit de la dépense de consommation/tête. Les dépenses de consommation prises en considération comprennent toutes les dépenses:

L'autoconsommation des ménages, définie comme l'ensemble des produits (alimentaires et non alimentaires) prélevés de la production du ménage pour sa propre consommation ainsi que les dépenses effectuées à l'extérieur du ménage, sont également prises en compte.

### Les sources statistiques pour la mesure de la pauvreté en Algérie.

Les études portant sur 1988 et 2000 se sont basées sur les données des enquêtes Consommation des ménages de 1988 et 2000, celle de 1995 sur une enquête niveau de vie réalisée en 1995, alors que pour 2006, les données (relatives à la consommation des ménages) des comptes nationaux ont été utilisées. Les trois enquêtes ont traité les volets suivants: les caractéristiques générales des ménages

- les conditions d'habitat et l'activité (emploi et chômage)-
- les revenus (salariaux, transferts, d'activité et de patrimoine)-l'épargne
- les prêts et emprunts et l'équipement domestique.

Les volets relatifs aux revenus, épargne, prêts et emprunts n'ont pas fait l'objet d'analyse. La comparabilité des données est élevée pour les trois enquêtes de consommation de 1988 et 2000 (structure des questionnaires équivalente), mais elle est relativement plus réduite pour celles fournies par LSMS.

## 6.3. Le seuil de pauvreté en Algérie

Plusieurs méthodes permettent de le déterminer. Afin de s'assurer d'une robustesse suffisante du choix de la méthode à appliquer, plusieurs modèles, parmi les plus usités, ont été mis en œuvre (de la BM).

- Le seuil est fixé à 50% de la médiane des dépenses par habitant;
- Une proportion de 20% des personnes (correspondant au deuxième décile) est considérée comme pauvre;
- Le seuil de pauvreté pour 2000 est obtenu par une actualisation du seuil de pauvreté obtenu en 1988 dans l'étude Banque Mondiale sus-indiquée, en prenant en compte la variation de l'indice des prix à la consommation des ménages entre les deux dates;
- le seuil est obtenu par la méthode dite directe (notée M1 dans la suite) qui se base sur un besoin nutritionnel de 2100 calories/jour/personne (ainsi que cela a été fait pour

1988 et 1995, ce qui renforce la comparabilité des résultats aux différentes périodes). Deux seuils sont calculés : alimentaire et de pauvreté générale. Le seuil alimentaire est défini comme le niveau de dépenses en produits alimentaires qui permet à une personne de consommer 2100 calories par jour. Il est obtenu par référence au décile dont les dépenses alimentaires procurent ce besoin.

Pour les modèles restantes voyez la Source. (au-dessus)

#### 6.4. Les mesures de la pauvreté, les indices FGT.

Elles seront faites en utilisant la famille bien connue des mesures FGT (Foster, Greer et Thorbecke) qui se présentent sous la forme générale suivante:

##### **Indice de Foster-Greer-Thorbecke (FGT)**

L'indice de pauvreté le plus utilisé est l'indice Foster-Greer-Thorbecke (FGT).

$$P_{\alpha} = \frac{1}{Nz^{\alpha}} \sum_{i=1}^I (z - y_i)^{\alpha}$$

I représente le nombre des membres d'un sous-groupe d'individus avec des revenus / dépenses inférieur(e)s au seuil de pauvreté (z), N est le nombre total d'individus de l'échantillon,  $y_i$  correspond aux revenus / dépenses de l'individu i et  $\alpha$  est un paramètre qui nous permet de distinguer les indices FGT alternatives.

- Lorsque  $\alpha$  est égal à 0, l'expression se simplifie à  $I/N$  soit le taux de pauvreté, une mesure de l'incidence de la pauvreté.
- La profondeur / l'écart de la pauvreté est mesurée par l'écart de pauvreté qui est obtenu avec  $\alpha = 1$
- La sévérité de la pauvreté (ou écart de pauvreté au carré) est mesurée lorsque  $\alpha = 2$

**L'indice numérique de pauvreté (P0)** (indice de dénombrement) est simplement la moyenne de la variable  $I(y, z)$ , pondérée par le nombre de personnes dans chaque ménage  $n_i$ . La mesure est calculée en comptant le nombre d'individus pauvres I pondéré par le nombre de personnes dans le ménage, divisé par tous les ménages de l'échantillon :  $I/N$ .

Lorsque l'échantillon n'est pas représentatif de la population sous-jacente (par ex., si la stratégie d'échantillonnage impliquait une stratification aléatoire), les facteurs de pondération de la population devraient aussi être inclus dans le calcul (cf. remarques sur le plan d'échantillonnage et la comparaison des enquêtes pour plus d'informations).

La première pondération prend en compte la taille et la composition du ménage, alors que la deuxième représente les différentes tailles des groupes sélectionnés, notamment dans l'échantillonnage à plusieurs degrés.

##### **L'écart de pauvreté / la profondeur (P1)**

La deuxième mesure la plus utilisée présente le même problème que la mesure par dénombrement : elle est très utile d'un point de vue descriptif mais ne serait aussi qu'une indication dérisoire pour l'allocation des ressources lorsqu'elle est utilisée seule.

L'écart de pauvreté mesure la somme d'argent qui sépare chaque individu pauvre du seuil de pauvreté. Ce qui est important ici c'est de savoir si le revenu / dépenses et le seuil de pauvreté sont mesurés par personne ou s'ils ont été établis en termes d'équivalent adulte ou ajustés pour les économies d'échelle.

$$P_{z;1} = \sum_{i=1}^M (z - y_i) I(z, y_i) n_i$$

Le seuil de pauvreté correspond à  $z$ , le revenu / dépenses correspond à  $y$ ,  $I(z, y_i)$  est un indicateur 0/1 de la pauvreté pour chaque ménage,  $n_i$  correspond à la taille du ménage,  $M$  correspond au nombre total de ménages dans l'échantillon, et les individus sont représentés par  $i$ .

Que signifie être en-dessous du seuil de pauvreté ?

Le calcul donne la somme totale d'argent (habituellement par jour) qui serait nécessaire pour combler l'écart entre les revenus / dépenses existantes des pauvres et le seuil de pauvreté officiel.

### L'écart de pauvreté au carré / sévérité / indice d'inégalité (P2)

Une manière de transformer l'écart de pauvreté décrit ci-dessus en une mesure sensible à la distribution des revenus est d'élever les écarts individuels à une puissance supérieure à 1. Foster, Greer et Thorbecke proposent une série de mesures basées sur cette idée et que l'on retrouve dans de nombreuses analyses de la pauvreté publiées la Banque mondiale. Avec les revenus / dépenses exprimés par personne, les mesures prennent la forme suivante :

$$P_{z;2} = \frac{1}{N} \sum_{i=1}^M \left( \frac{(z - y_i)}{z} \right)^2 I(z, y_i) n_i$$

### Quelle est la signification de l'écart de pauvreté au carré ?

En élevant au carré l'écart de pauvreté, les améliorations au niveau des ressources des individus les plus pauvres comptent le plus, étant donné que ces individus sont ceux pour qui l'écart de ressource initial est le plus grand. La mesure répond à l'axiome relatif au transfert mais pas à celui sur la sensibilité aux transferts.

Pour que ce dernier axiome soit rempli, l'écart de pauvreté devrait être élevé à une puissance supérieure, c'est-à-dire à la puissance 3 plutôt qu'au carré. L'élévation à la puissance 3 apporte la sensibilité aux transferts, une propriété que beaucoup trouvent intéressante. En revanche, cela donne une importante pondération au bien-être des plus pauvres.

## 6.5. Les inégalités monétaires : déciles et indice de Gini

Pour mesurer la dispersion des revenus on classe les revenus du plus petit au plus grand puis on découpe la population en tranches comportant la même fraction de la population : la médiane est la valeur qui partage en deux la population de telle sorte qu'une moitié gagne plus et l'autre moitié moins ; les quartiles correspondent au découpage de la population en quatre quarts, le premier rassemblant les 25 % les plus pauvres, le second les 25 % un peu plus riches, le troisième quartile les 25 % suivants et, enfin, le dernier quartile rassemble les 25 % les plus riches.

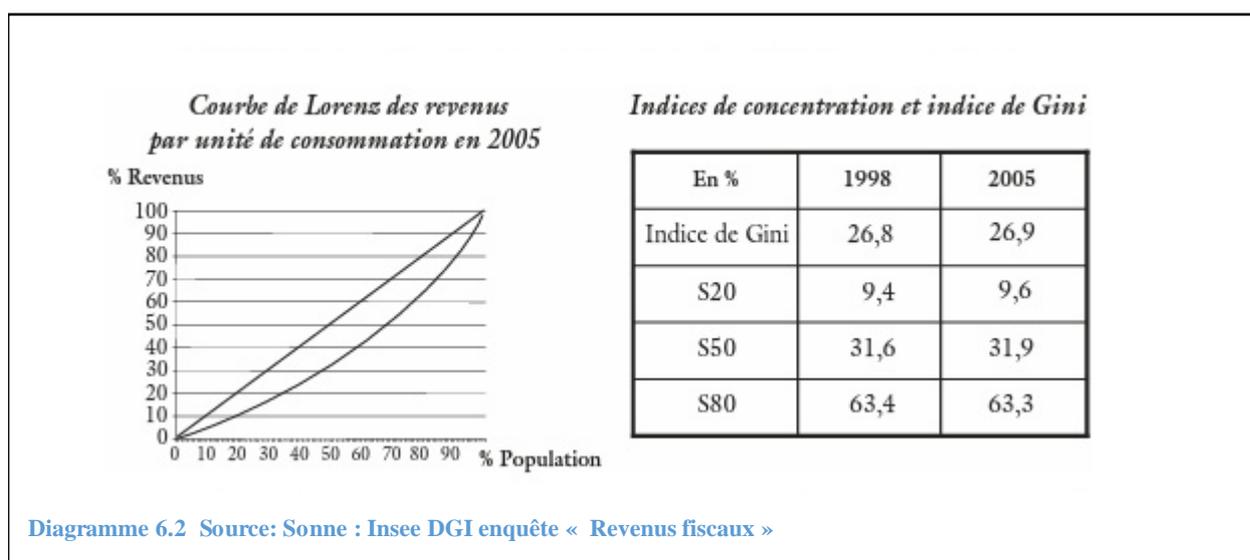
Les déciles découpent la population en 10 tranches de revenus croissants. On peut calculer le revenu moyen de chacune de ces tranches de la population, valeurs qu'il ne faut pas confondre avec les limites de revenu séparant deux tranches de population. Ainsi P10 représente la limite supérieure en dessous de laquelle se trouvent 10 % des ménages les plus pauvres, c'est-à-dire le décile. P90 désigne la limite supérieure en dessous de laquelle se trouvent 90 % des ménages, c'est-à-dire la limite inférieure du revenu du dernier décile.

Le rapport entre P90 (la limite inférieure du 10e décile) et P10 (la limite supérieure du 1er décile) est l'un des indicateurs les plus utilisés pour mesurer les inégalités.

On voit bien l'intérêt de cet indicateur, résumer en un seul chiffre les inégalités, et ses défauts en ne se focalisant que sur deux points de la distribution des revenus, on néglige ce qui se passe en dehors. Supposons que dans une société, le niveau de vie reste identique sauf pour les 10 % les plus pauvres qui s'appauvrissent et pour les 10 % les plus riches qui s'enrichissent, l'écart inter décile restera identique.

Pour prendre en compte l'inégalité de l'ensemble de la répartition et pas seulement les écarts entre les déciles extrêmes, l'un des indicateurs les plus utilisés est l'indice de Gini. Celui-ci est calculé à partir de la courbe de Lorenz qui donne une image de la concentration des richesses. On calcule la proportion de ressources cumulées détenue par les 10 % les plus pauvres, les 20 % les plus pauvres, et ainsi de suite... On appelle courbe de Lorenz la courbe reliant les effectifs cumulés en pourcentages avec les revenus cumulés en pourcentages du revenu total.

Si tous les individus avaient le même revenu, cette courbe se confondrait avec la diagonale (car 10 % des gens aura 10% des revenus et ainsi de suite. A l'opposé si une seule personne recevait tout et les autres riens, la courbe suivrait deux axes. À partir de cette courbe on peut calculer des indices de concentration. Ainsi, dans le graphique (Source : , ) en 2005 les 20 % les plus pauvres ne deviennent que 9 % des revenus par unité de consommation, la moitié des individus les plus modestes 31,9 % et les 20 % les plus riches concentrent 63,3 % des revenus par unité de consommation. L'indice de Gini résume ces inégalités de concentration. Considérons la surface en forme de lentille comprise entre la diagonale d'égalité parfaite et la courbe de Lorenz. Plus les inégalités sont importantes dans la population considérée, plus la courbe de Lorenz est « creuse » et proche de l'axe des abscisses, plus le rapport entre l'aire de la lentille et l'aire du triangle rectangle sous la diagonale est important. Ce rapport appelé indice de Gini est donc une mesure des inégalités. Sa valeur est comprise entre 0 et 1. Plus il est grand, plus les inégalités entre personnes sont importantes.



Et en comparaison

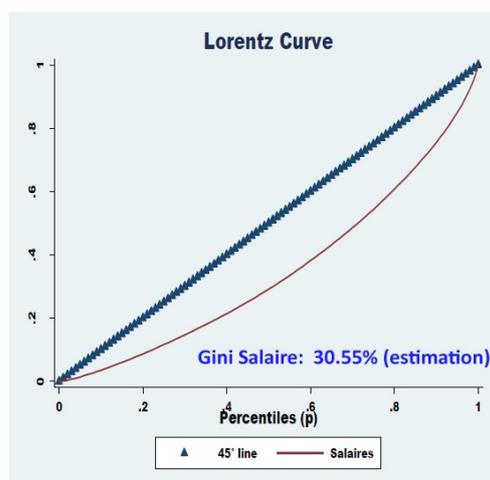


Diagramme 6.3 Source: Algérie ONS - Revenus salariaux et caractéristiques individuelles -Enquête sur les dépenses de consommation et le niveau de vie des ménages – 2011 –<http://www.ons.dz/IMG/pdf/pubfinsal13-2.pdf>

### Algérie : Les Résultats pour la période 2000 - 2006

L'estimation de la pauvreté était effectuée de la Banque Mondiale (logiciel SimSIP), conçu sur l'utilisation des propriétés de la courbe de Lorenz qui associe le cumul simultané de la population et des dépenses de consommation des ménages, et permet donc de connaître la part des dépenses en % détenue par une fraction donnée de la population.

L'estimation de la courbe de Lorenz est réalisée par le recours de la BM et malheureusement n'est pas très transparent quand même valable comme référence.

Le BM estimait la pauvreté en utilisant la variation de la dépense moyenne par tête obtenue à partir des comptes nationaux. Les autres données de la dernière enquête disponibles sont reconduites.

**Tableau 2 : Mesures de la pauvreté et ses principales caractéristiques**

	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total
<i>Seuils en DA/an / personne</i>									
SA	13946	13849	13905	10991	10895	10943	2181	2165	2172
SPG	19794	19692	19751	14706	14946	14827	2771	2809	2791
<i>Taux P0 en (%)</i>									
SA	2,9	3,4	3,1	3,6	7,8	5,7	1,9	5,2	3,6
SPG	10,3	14,7	12,1	8,9	19,3	14,1	4,8	11	8,1
<i>Distribution de la pauvreté en (%)</i>									
SA	54,9	45,1	100	31,3	68,7	100	24,8	75,2	100
SPG	49,5	50,5	100	31,3	68,7	100	28,2	71,8	100
<i>Profondeur P1 en (%)</i>									
SA	0,44	0,54	0,5	0,4	1	0,7	0,2	0,6	0,4
SPG	2,16	2,85	2,5	1	2,5	1,7	0,3	1,1	0,7

<i>Intensité P1/P0 en (%)</i>									
<i>SA</i>	15,2	15,9	15,5	11,1	12,8	12,3	10,5	11,5	11,1
<i>SPG</i>	20,9	19,4	20,2	11,2	12,9	12,1	6,3	10	8,6
<i>Sévérité P2 en (%)</i>									
<i>SA</i>	0,12	0,14	0,13	0,1	0,4	0,2	0,1	0,3	0,1
<i>SPG</i>	0,69	0,86	0,76	0,4	1	0,7	0,1	0,5	0,3
<i>Nombre de pauvres en milliers</i>									
<i>SA</i>	523	429	952	504	1107	1611	210	639	850
<i>SPG</i>	1842	1876	3719	1247	2739	3986	532	1353	1885

**Diagramme 6.4 SA : seuil alimentaire ; SPG : seuil de pauvreté générale.**

### Proposition Exercice Ch.6:

Les données de la pauvreté, sont-ils réalistes et appropriés ?

Les méthodes de calculer les données de la pauvreté en Algérie, est-ce qu'ils-sont appropriés?

Quelles méthodes de calculer les données de la pauvreté en Algérie ?

### Liste des variables conjoncturelles:

Les Distribution, la profondeur, la sévérité de la pauvreté urbain / rural et par région

## 7. Proposition des Indicateurs et Modèles

### 7.1. Le passage à la modélisation

L'approche à utiliser pour l'élaboration du modèle, va consister à concilier les données empiriques et a priori économiques, pour retracer l'évolution des comportements des différents agents des années les plus récentes. Ces comportements seront estimés par équation, en général dans une formulation de régression à correction d'erreur, mettant en évidence l'ajustement de court terme vers une relation cible de long terme. La formulation à correction d'erreur de la plupart des équations de comportement permet de corriger les erreurs et d'établir des relations de long terme nécessaires pour les simulations.

L'estimation des équations est assurée par la méthode des moindres carrés ordinaires. Le rôle de l'économétrie dans le modèle consiste à valider les équations structurelles prédéfinies et à orienter le choix entre les versions alternatives des différentes théories.

Le modèle distingue comme agents économiques: les ménages, les entreprises, les administrations publiques, le secteur financier et le reste du monde.

**Les ménages :** Dans le modèle, on considère que les ménages assurent l'offre de travail et touchent des revenus du travail (salaire et revenu d'exploitation), du capital (les dividendes, les profits..) et les transferts (prestations sociales et transferts courants). Ils paient des impôts et partagent leur revenu disponible entre consommation finale et épargne.

**Les entreprises :** Il s'agit de toutes les entreprises qui fournissent des biens et services marchands, que ce soit privées ou publiques.

**Les administrations publiques :** Cet agent comprend l'administration publique centrale (y compris les services déconcentrés), les collectivités locales, et les organismes de gestion de la sécurité sociale.

**Secteur financier :** Dans le modèle la sphère financière n'est pas assez développée et son impact sur l'activité économique est faible.

**Reste du monde :** L'économie algérienne sera décrite, dans le modèle, en tenant compte de ses liens avec le reste du monde à travers le commerce extérieur. De ce fait, le modèle décrira les variables du commerce extérieur (exportations et importations) et les prix correspondants.

Parmi les principales grandeurs exogènes du modèle figurent le taux de change, la demande publique et les taux de taxation, ainsi que l'évolution de la population active. La période d'estimation du modèle est à définir et son fonctionnement est assuré à l'aide du logiciel EViews 9.5

### 7.2. Prévu du modèle: La consommation des ménages

Nous considérons le comportement d'un ménage unique (un comportement "micro-économique").

Nous prévoyons la nécessité des variables suivantes (sans le confirmer maintenant)

- Consommation des ménages
- Revenu disponible réel
- Chômage
- Emploi
- Prix de la consommation
- Taux d'intérêt à court terme
- Population

### 7.3. Prévu du model: Les facteurs d'ingérence de la économie

Nous prévoyons la nécessité des variables suivantes (sans le confirmer maintenant)

- Séries du PIB correspondant au Investissement / Capital valeur ajoutée
- Taux d'intérêt à long terme
- Taux de salaire
- Taux de la marge des entreprises
- Formation des stocks des entreprises
- L'emploi du secteur non agricole
- L'emploi du secteur agricole.
- Chômage urbain
- Population en âge d'activité

### 7.4. Prévu du model: Le commerce extérieur

Nous prévoyons la nécessité des variables suivantes (sans le confirmer maintenant)

- Exportations
- Importations
- Taux de salaire
- Indice du coût de la vie
- Coût salarial par unité produite dans le secteur non agricole
- Taux de subvention aux entreprises
- L'emploi des entreprises
- Niveau de chômage.
- Prix à la production
- Prix étranger à l'exportation exprimé en dollar
- Prix étranger à l'importation exprimé en dollar
- Taux de change

### 7.5. Prévu du model: La pauvreté

Nous prévoyons la nécessité des variables suivantes (sans le confirmer maintenant)

- Espérance de vie à la naissance
- Pauvreté extrême telle que définie plus haut (dans les pays à faible revenu) par rapport à la pauvreté relative
- Malnutrition habituellement mesurée sur les enfants
- Indicateurs de santé

- Éducation
- Différence ville-campagne

## 8. Au-delà de la vision nationale : Les indicateurs internationaux

### 8.1. Les marchés émergents

Aujourd'hui, les marchés émergents contribuent plus à la croissance mondiale que les économies développées. Surveiller le solde des transactions courantes de ce groupe de pays constitue une bonne pratique de l'investisseur : ce seul chiffre résume si un pays est investisseur net à l'étranger ou s'il est dépendant des financements obtenus auprès du reste du monde. Il permet d'apprécier la solidité de la devise, et de se prémunir d'éventuelles crises monétaires<sup>2</sup>

Sur la décennie en cours, la contribution des pays émergents à la croissance mondiale est supérieure à 60 %. Cette contribution significative et grandissante du monde émergent à la croissance économique mondiale commence à être reflétée par leur poids dans les indices boursiers mondiaux : en 2007, leur capitalisation boursière a dépassé 11 % de la capitalisation boursière mondiale. Cette proportion valait 9 % en 1997 et seulement 1 % il y a 20 ans. Une crise économique et financière d'un des pays de cet ensemble hétérogène peut contaminer l'économie mondiale. On dispose d'un outil efficace pour évaluer l'état d'un pays émergent : le **solde des transactions courantes**.

Cet indicateur recense l'ensemble des échanges de biens et de services et les transferts unilatéraux publics et privés. Il quantifie la nécessité pour un pays de recourir à des capitaux étrangers afin d'équilibrer la balance des paiements qui est, par définition, toujours équilibrée. Un solde excédentaire des transactions courantes, ou une amélioration de celui-ci, reflète une position de force par rapport au reste du monde. La valeur de la devise locale est peu (ou moins) sensible aux flux de capitaux internationaux. L'investissement sur les marchés actions ou obligataires locaux est peu soumis au risque de change.

À l'inverse, un solde déficitaire des transactions courantes, ou une détérioration de celui-ci, rend la devise vulnérable : l'économie du pays émergent dépend fortement des transferts financiers provenant de l'étranger. Les variations à la baisse du taux de change sont susceptibles d'anéantir les gains réalisés sur les marchés actions ou obligataires.

### 8.2. Définition des indicateurs

Qu'est-ce qu'un marché émergent ? C'est en 1981 que ce terme a été inventé par la Société Financière Internationale, un organisme dépendant de la Banque Mondiale. Elle désigne un ensemble de pays ayant débuté un processus de rattrapage économique des pays développés.

Le concept est cependant relativement flou, et il n'est pas facile de définir simplement si un pays est « émergent » ou non. Une liste non-limitative de ces pays peut être fournie en regardant la composition de l'indice MSCI Emerging Markets, créé en 1988 par Morgan Stanley pour caractériser ces marchés. Il regroupe aujourd'hui 25 pays : Généralement Algérie ne figure pas parmi eux mais peut-être inclus.

---

<sup>2</sup> Source — Fonds Monétaire International <http://www.imf.org/weo>

La plupart des indicateurs économiques présentés dans cet ouvrage existe pour chaque pays émergent : inflation, production industrielle, emploi, etc. mais la fiabilité de ces mesures reste sujette à caution. En raison de la nature particulière de ces pays (qui ne sont pas encore complètement développés), un indicateur fiable et significatif reste indispensable : c'est le solde des transactions courantes.

Le solde des transactions courantes regroupe, pour un pays donné, le solde des échanges internationaux de biens et services ainsi que les transferts de capitaux sans contrepartie économique.

Les données concernant le solde des transactions courantes sont diffusées par les Etats concernés, en principe par leur banque centrale. On les trouve aussi, de façon harmonisée pour 180 pays, sur le site web du Fond Monétaire International (FMI). Deux fois par an, à l'occasion des parutions des Perspectives de l'Économie Mondiale (WorldEconomieDatabase) avril et en octobre, on dispose d'une mise à jour complète des estimations. En plus des indicateurs-clés portant sur un historique qui remonte souvent à 1980, les investisseurs y trouvent un accès à d'excellents rapports et études sur l'état du monde.

Pour en préciser la définition, il est nécessaire d'examiner la structure des comptes d'un pays enregistrée, entre autres, sous la forme de la balance des paiements.

Le solde des transactions courantes regroupe les échanges internationaux de biens et services, y compris le tourisme, ainsi que les revenus du travail et du capital et les transferts courants.

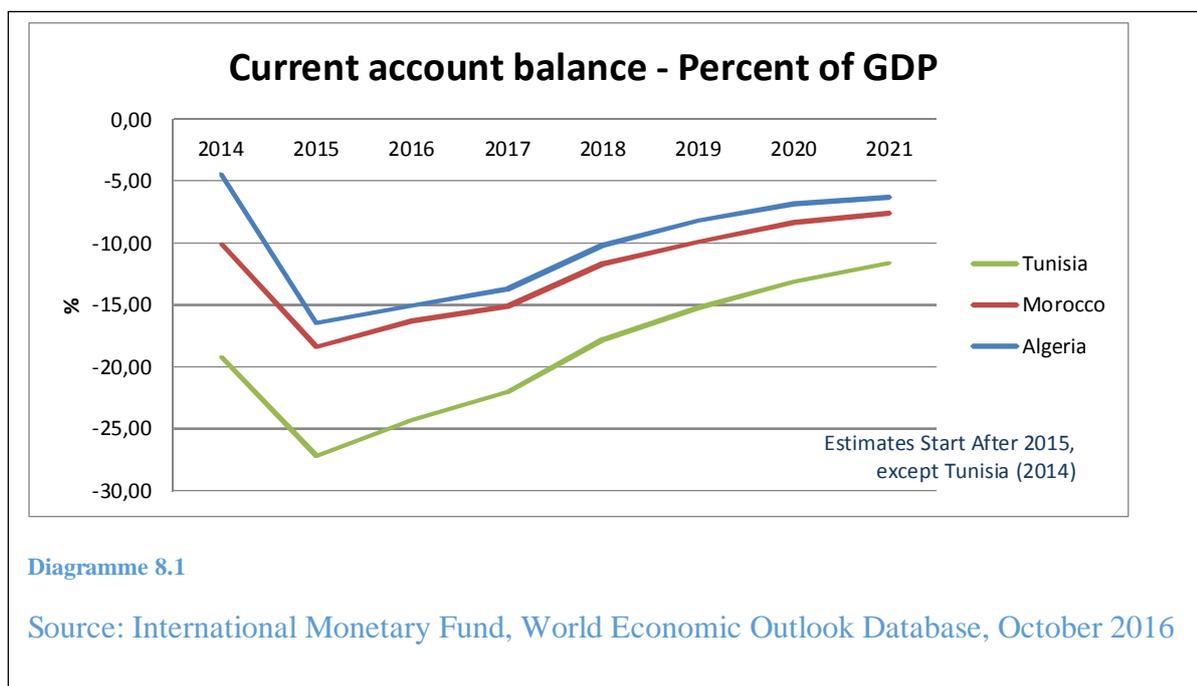


Diagramme 8.1

Source: International Monetary Fund, World Economic Outlook Database, October 2016

### 8.3. Les indices du développement

Dans plusieurs unités précédentes, il a beaucoup été question de l'hétérogénéité qui caractérise le débat sur le « développement ». Dans cette unité, nous allons essayer d'identifier des voies amenant à une compréhension commune.

Néanmoins, nous continuerons d'étayer nos conclusions d'informations factuelles et d'exercices basés sur des données disponibles.

Nous espérons et sommes convaincus que vous parviendrez à appréhender la théorie présentée ici avec les yeux d'un analyste statistique. Vous devriez avoir une vision plus claire des interactions qui existent entre les différents éléments de notre formation.

### **Objectifs réalistes ou utopie du développement ?**

Comme nous l'avons constaté précédemment, le « sous-développement » est une condition et un processus comportant de multiples facettes, qui ne peut pas se résoudre par de simples formules.

Si l'on se réfugie dans des explications monocausales (colonialisme, obligations spécifiques imposées par la « mondialisation », « traditions », « explosion démographique », etc.), on se retrouve à simplifier des demi-vérités.

Il n'en reste pas moins que ces demi-vérités sont séduisantes. En effet, elles peuvent être traitées facilement et ne nécessitent pas les efforts laborieux qui sont requis dans le cas d'une analyse du problème du « sous-développement » sous ses différentes facettes et en fonction de la situation. En quelques mots, « sous-développement » signifie développement insuffisant des forces de production. Le pourquoi reste à expliquer. Il n'existe pas de définition exhaustive du terme « sous-développement » et une telle définition n'existera d'ailleurs jamais.

Un processus de recherche complexe nous a permis d'en arriver là, mais ce processus n'est pas encore achevé.

### **Approche des besoins fondamentaux**

Comme nous l'avons vu dans le chapitre 6, « l'approche des besoins fondamentaux » a été ravivée en réaction à la « crise du développement » due à une augmentation de la pauvreté de masse dans les années 1980. Aujourd'hui encore, cela demeure un concept de « politique de développement ». Englobée dans le terme « éradication de la pauvreté », l'approche des besoins fondamentaux revient à l'ordre du jour de la politique de développement dans les années 1990 et est au centre des OMD et maintenant aussi au centre des 17 ODD (Les objectifs de développement durable – SDG en anglais, voir plus tard dans le chapitre).

Mais comment définir les besoins fondamentaux ?

La réponse est évidente : la nourriture est le besoin le plus fondamental. Une alimentation suffisante est la condition préalable pour être en bonne santé et avoir un développement physique et mental sains.

Font également partie des besoins fondamentaux l'eau potable, les vêtements et le logement.

Néanmoins, les êtres humains n'ont-ils pas d'autres types de besoins ?

Différents théoriciens du développement ont tenté de hiérarchiser les besoins fondamentaux afin de définir des priorités pour l'élaboration de politiques de développement. Une distinction a donc été faite entre les besoins vitaux, les besoins rendant la vie digne d'être vécue, les besoins enrichissant la vie et les besoins matériels et non matériels.

Mais qui est en droit de tracer la ligne séparant les besoins vitaux des besoins rendant la vie digne d'être vécue ? Où se situent les frontières critiques ?

Les taux de nutrition minimums calculés (entre 2 180 et 2 380 calories par personne et par jour) sont très controversés. Et il est encore plus difficile de déterminer des valeurs seuils

acceptées par tous pour les besoins non élémentaires tels qu'un certain niveau de connaissances concernant les droits humains.

Compte tenu de la pauvreté de masse, il est difficile de ne pas accepter que le développement doit commencer par satisfaire les besoins existentiels des individus. Mais parce que le développement signifie plus que subvenir aux besoins vitaux, on ne peut le réduire à la simple « satisfaction des besoins fondamentaux ».

Les approches proposées doivent aller au-delà de la protection du niveau de subsistance matérielle et porter sur le développement des capacités.

Un pays ne peut pas se développer si sa survie précaire dépend de l'aide internationale. En cas de dépendance persistante envers l'aide, les propres forces ne sont pas développées, mais au contraire « enveloppées ».

Résumons les objectifs du « développement » humain tirés du Rapport mondial sur le développement humain 2000.

Voici les sept libertés selon le RMDH 2000 :

- Liberté de vivre sans souffrir de discrimination
- Liberté de vivre à l'abri du besoin, c'est-à-dire de bénéficier de conditions de vie correctes
- Liberté de développer et de réaliser ses potentialités
- Liberté de vivre sans souffrir de la peur, de menaces sur sa sécurité personnelle
- Liberté de vivre sans souffrir d'injustice
- Liberté de participer à la prise de décision, d'exprimer son opinion et de former des associations
- Liberté de travailler sans être exploité

Tous ces choix ou libertés nous amènent à nous poser les questions fondamentales suivantes :

- Est-ce possible d'avoir une justice sociale ?

L'histoire nous a montré que les pays industrialisés dotés de systèmes de protection sociale développés ont connu des changements sociaux, non pas grâce à ceux exerçant le pouvoir, mais grâce à l'organisation des sans-pouvoir et des mouvements sociaux. Cela s'applique également aujourd'hui aux pays en voie de développement.

Même si les évolutions sociales ne peuvent pas et ne doivent pas être organisées de l'extérieur, il existe des moyens d'exercer une influence positive :

Pourquoi les donateurs ont-ils utilisé le « dialogue politique » et les « conditionnalités » dans le seul but de soutenir l'économie de marché ?

Pourquoi les donateurs ne récompensent-ils pas avec plus de détermination les régimes entreprenant des réformes, car il est avéré que cela joue en faveur d'une meilleure redistribution des richesses ?

Pourquoi les donateurs ne soutiennent pas davantage les mouvements sociaux nationaux ? Le Rapport sur le développement dans le monde 2003 de la Banque mondiale stipule clairement que la pauvreté ne peut pas être combattue sans la participation politique et la mobilisation des groupes touchés par la pauvreté (en matière de conception et de mise en œuvre de DSRP par exemple). Mais ce message n'a atteint ni les services opérationnels de la Banque mondiale, ni les nombreux donateurs bilatéraux.

Une question reste cruciale : les pays industrialisés ne sont toujours pas prêts à accepter davantage de justice dans les relations commerciales entre le Nord et le Sud. Pourquoi n'appliquent-ils pas les principes de l'économie sociale de marché à leurs relations commerciales internationales ? C'est le droit des plus forts qui prévaut ici.

## La participation est-elle une condition préalable au « développement » ?

En matière de politique de développement, « participation » ne signifie pas formuler une politique pour les pauvres, mais renvoie à l'idée de la mobilisation et de l'autonomisation de ces derniers en tant qu'acteurs d'une approche de « développement émanant de la base ». Ce concept va à l'encontre de l'attitude condescendante des bureaucrates nationaux ou des experts étrangers.

Une approche participative et d'autonomisation ne vise en réalité rien de moins qu'une nouvelle culture politique et un autre modèle de développement. L'expérience montre que sans la pression efficace et étendue de la base, les élites au pouvoir ne renonceront pas à leurs privilèges.

### 8.4. Un autre indice : l'indice de démocratie.

L'indice de démocratie est un indice compilé par l'Economist Intelligence Unit. Il vise à mesurer l'état de la démocratie dans 167 pays, dont 166 sont des États souverains et 165, des États membres des Nations Unies. L'indice de démocratie de l'Economist Intelligence Unit se base sur 60 indicateurs regroupés en cinq catégories : processus électoral et pluralisme, libertés civiles, fonctionnement du gouvernement, participation politique et culture politique. Cet indice a été établi pour la première fois en 2006, puis actualisé en 2008, 2010 et 2011 et depuis à chaque année

Tel que décrit dans le rapport, l'indice de démocratie est une moyenne pondérée basée sur un questionnaire de 60 questions pour lesquelles deux à trois réponses sont possibles à chaque fois. La plupart des réponses sont des « évaluations de spécialistes » ; le rapport n'indique ni le type de spécialistes ni leur nombre (certainement une faiblesse de la méthodologie).

L'indice varie entre 1 (le plus faible) et 10 (le plus fort). ..

L'indice de démocratie en 2016

Rang	Score général	Processus électoral et le pluralisme	Fonctionnement de gouvernement	Politique participation	Culture politique	Libertés civiles
<b>Tunisie</b>	<b>69</b>	<b>6,40</b>	<b>6,00</b>	<b>6,07</b>	<b>7,78</b>	<b>6,25</b>
<b>Algérie</b>	<b>126</b>	<b>3,56</b>	<b>2,58</b>	<b>2,21</b>	<b>3,89</b>	<b>5,00</b>
<b>Maroc</b>	<b>105</b>	<b>4,77</b>	<b>4,75</b>	<b>4,64</b>	<b>4,44</b>	<b>5,63</b>

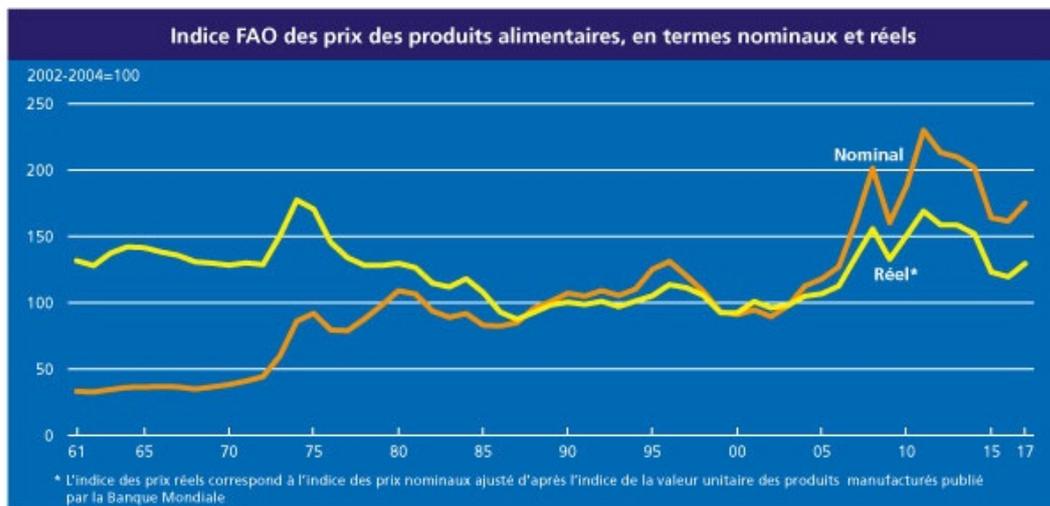
et le développement dans les années précédentes

	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2008	2006
<b>Tunisie</b>	<b>6,40</b>	<b>6,72</b>	<b>6,31</b>	<b>5,76</b>	<b>5,67</b>	<b>5,53</b>	<b>2,79</b>	<b>2,96</b>	<b>3,06</b>
<b>Algérie</b>	<b>4,77</b>	<b>4,66</b>	<b>4,00</b>	<b>4,07</b>	<b>4,07</b>	<b>3,83</b>	<b>3,79</b>	<b>3,88</b>	<b>3,90</b>
<b>Maroc</b>	<b>3,56</b>	<b>3,95</b>	<b>3,83</b>	<b>3,83</b>	<b>3,83</b>	<b>3,44</b>	<b>3,44</b>	<b>3,32</b>	<b>3,17</b>

### 8.5. Le paradoxe de l'abondance et de la pénurie

Lorsque nous jetons un coup d'œil sur le graphique suivant :

Diagramme 8.2



Source : <http://www.fao.org/worldfoodsituation/foodpricesindex/fr/>

Nous voyons que les prix des produits alimentaires sur le marché mondial ont monté rapidement depuis 2004. Plusieurs raisons expliquent la hausse rapide des prix des aliments du commerce international depuis 2002 et la chute depuis 2012:

- Augmentation de la production de biocarburants à partir de grains alimentaires et de plantes oléagineuses
- Dollar faible
- Augmentation des coûts de production alimentaire due à la hausse des prix de l'énergie

Les experts disaient que le facteur le plus important est la forte augmentation de production de biocarburants aux États-Unis et en Europe.

S'il n'y avait pas eu cette augmentation, les stocks mondiaux de blé et de maïs n'auraient pas considérablement diminué, les prix des plantes oléagineuses n'auraient pas triplé et la hausse des prix due à d'autres facteurs (sécheresses par exemple) aurait été modérée.

La contribution des biocarburants à l'augmentation des prix des aliments soulève une question politique importante, car une large part de cette augmentation est due aux politiques d'incitation à la production de biocarburants de l'UE et des États-Unis. Les politiques qui subventionnent la production de biocarburants doivent donc être reconsidérées à la lumière de leur impact sur les prix alimentaires dans les pays en développement.

### Progrès et reculs

La plupart des gens connaissent la faim par oui-dire uniquement. L'opinion publique ne prend conscience de cette réalité que lorsque les médias rendent compte d'une grave famine en utilisant des images chocs de bébés mourants et lorsque les organisations de secours d'urgence lancent des appels aux dons comme ce fut le cas récemment en Somalie.

La faim chronique est un état permanent, presque invisible, auquel les êtres humains semblent s'être habitués.

La faim chronique n'est pas un état d'urgence spectaculaire, mais un état permanent, quasi-invisible, auquel certains êtres humains et gouvernements des pays « pauvres » semblent s'être habitués. L'expression de « pauvreté extrême » est souvent employée dans ce contexte. La forte augmentation de la productivité de l'agriculture mondiale ainsi que les meilleures capacités commerciales des pays excédentaires et déficitaires ont eu pour conséquence que, en dépit de la duplication de la population mondiale dans la seconde moitié du XXe siècle, le nombre de personnes souffrant de faim chronique a diminué, passant de 960 millions environ en 1970 à quelque 840 millions en 2008.

Par le passé, les famines étaient plus fréquentes qu'aujourd'hui. La communauté internationale est beaucoup plus réactive en matière d'aide d'urgence qu'auparavant. Les télécommunications jouent ici un rôle crucial. De nos jours, le monde est tout de suite au courant des cas de famine.

### **Quelles sont les ressources vitales de la Terre ?**

Pour commencer, il convient de souligner que les problèmes de production alimentaire et de croissance démographique se chevauchent.

Combien d'êtres humains la Terre peut-elle nourrir ?

Cette question appelle à tenir compte de plusieurs variables comprenant des hypothèses sur la production et la distribution des denrées alimentaires, la quantité et la qualité du sol, les changements climatiques, la disponibilité de l'eau et le développement de nouvelles technologies.

Et encore une fois : comment le nombre de personnes souffrant de faim chronique a-t-il pu diminuer alors que nous assistions à une véritable explosion démographique dans la seconde moitié du XXe siècle ?

Au début des années 1980, des modèles de calcul de la FAO ont été présentés, fournissant une prévision du rendement potentiel de différentes régions du monde avec leurs conditions climatiques et pédologiques spécifiques. Si l'on considère que les rendements de l'agriculture moderne reposent sur une utilisation importante et coûteuse de toutes les ressources disponibles (énergie, engrais artificiels, pesticides et irrigation artificielle) et que l'on ignore les limites du sol, les ressources en eau et les risques environnementaux du changement climatique, la Terre pourrait nourrir jusqu'à 33 milliards d'êtres humains. Mais de tels modèles de calcul s'apparentent à un stratagème statistique.

De récentes prévisions de la FAO sont plus nuancées, mais continuent néanmoins de supposer que le pourcentage de la population souffrant de faim chronique peut être réduit en dépit de la forte croissance démographique dans ces régions touchées par la pauvreté.

D'importants doutes viennent entamer l'optimisme de la FAO. Il arrive que les chiffres de la FAO sèment plus de confusion qu'ils ne nous éclairent. Personne n'a oublié l'erreur majeure commise par la FAO. Cela remonte aux années 1980 lorsque l'opinion publique n'avait pas été informée à temps de ce qui se passait dans la plupart des pays subsahariens, ignorant ainsi l'existence de programmes d'ajustement structurels, les réformes « orientées selon les lois du marché » et la terrible sécheresse, autant d'éléments qui allaient affecter la production alimentaire et mener à une famine responsable de la mort de plusieurs milliers de personnes. Mais le problème de la production alimentaire est technique, environnemental, social, politique et économique. Nous disposons de nombreuses méthodes scientifiques pour augmenter la production alimentaire et, plus important encore, la production alimentaire peut être accrue à l'aide de pratiques plus écologiques.

### **Pourquoi 840 millions de personnes meurent-elles de faim ?**

Voici une réponse partielle à cette question : les guerres et les longues périodes de sécheresse sont suivies de sévères goulets d'étranglement. C'est ce qui s'est produit à répétition en Afrique subsaharienne.

Selon des études menées par la FAO, la moitié des grandes crises alimentaires de ces dernières décennies sont la conséquence de conflits armés.

Les guerres ont déplacé la ceinture naturelle de la faim ainsi que les risques naturels d'une forte croissance démographique, de sécheresse et de dégradation des sols à grande échelle depuis le Sahel vers l'Afrique orientale et australe. Durant les guerres, nombreux sont ceux qui fuient leur pays, souvent dévasté et semé de mines terrestres à leur retour.

Mais la faim chronique persiste également dans les régions où aucune guerre ne sévit.

Il existe une multitude de causes, mais une, particulièrement importante, est structurelle. Les familles de petits exploitants agricoles possédant des terres, ayant accès à l'eau et aux semences et ne risquant pas d'être expulsées de leurs terres peuvent vivre dans l'autosuffisance. Or la plupart des affamés chroniques ne possèdent pas de terres et n'ont pas non plus le pouvoir d'achat nécessaire pour acheter de la nourriture en quantité suffisante.

Telle est l'explication donnée par la FAO et l'OMS pour identifier les principales causes de la pauvreté rurale en 1992, et cette explication est valable encore aujourd'hui.

La théorie d'Amartya Sen est une contribution intéressante à ce débat. Selon cette théorie, il ne peut y avoir de famines dans les démocraties, qui sont tenues de les empêcher. Il est vrai que la plus grande démocratie du monde qu'est l'Inde a fait d'importants progrès en matière d'approvisionnement alimentaire. Sans soutenir directement la théorie de Sen, la Chine a réussi à faire encore mieux dans le domaine de la lutte contre la famine et la faim chronique après avoir libéré les paysans des chaînes du collectivisme et créé des incitations individuelles.

## 8.6. Marchés financiers en plein essor et augmentation de la dette

Commençons par une théorie provocante exposée par Jean Ziegler :

« Cet ordre du monde n'est pas seulement meurtrier, il est absurde. »

(Jean Ziegler : « Il faut changer de modèle » -<http://www.humanite.fr/node/395122>)

Examinons quelques arguments de Ziegler. Se référant aux statistiques de la Banque mondiale, il note que, dans l'ordre mondial capitaliste, les 500 plus grandes entreprises privées produisaient 52,8 % du PNB mondial, contrôlant ainsi la richesse mondiale.

Cette maximisation des profits parfaitement incontrôlée est la principale raison de la pauvreté dans le monde.

Jean Ziegler affirme : « Ce qui menace aujourd'hui, c'est la haine pathologique de groupuscules issus du Sud et le racisme violent se développant en Occident. Mais ces dangers peuvent être conjurés. Il faut que l'Occident accueille la résurgence mémorielle du Sud, reconnaisse les crimes commis, [...]. Et puis, surtout qu'il consente à démanteler l'ordre cannibale du monde, à passer du capitalisme à la civilisation. »

### « Le capitalisme de casino »

Les critiques qualifient le système financier mondialisé de « capitalisme de casino », car le volume de transactions hebdomadaires en devises étrangères et sur les marchés des instruments dérivés dépassent celui des échanges mondiaux de marchandises.

Les marchés financiers ne servent plus à financer le commerce et les services, mais sont littéralement engagés dans une course sans limites au profit basé sur la spéculation.

Ce système financier sans limites dépasse non seulement l'économie matérielle en volume, mais se dissocie d'elle, échappant de plus en plus au contrôle des États nations.

### **Formes et directions des flux de capitaux**

Les flux de capitaux sont un bon indicateur des changements structurels qui s'opèrent dans l'économie mondiale.

Ces changements sont à la fois inclusifs et exclusifs. D'un côté, ils incluent des régions du Sud économiquement attrayantes et politiquement stables et/ou apparemment stables dans le processus de mondialisation. D'un autre côté, ils excluent les « perdants » de la concurrence mondiale. Ces pays se trouvent en Afrique, en Asie du Sud et dans certaines régions d'Amérique latine ainsi que dans la région de la CEI (à l'exception de la Russie).

La plupart des investissements directs, qui ont fortement augmenté dans les années 1990, ont afflué dans une dizaine de pays en développement, principalement en Extrême-Orient et en Amérique latine, la part la plus importante revenant à la Chine.

### **Persistance de la crise de la dette**

Les crises de la dette ne sont pas un phénomène nouveau. Ce qui est nouveau dans la seconde moitié du XXe siècle, c'est l'explosion des dettes extérieures dans les pays en développement, passant de 7 milliards de dollars US en 1955 à plus de 80 milliards de dollars US en 1980, puis à près de 2 400 milliards de dollars US à l'aube du XXIe siècle.

Tout cela s'est produit malgré la mise en place d'institutions financières multilatérales dont la mission était de gérer les crises financières.

Le problème de la dette du tiers-monde n'est nullement résolu.

Au contraire, sa dette a quadruplé depuis 1980 en dépit des initiatives d'allègement de la dette qui ont progressivement réduit le fardeau de la dette des pays en développement depuis la fin des années 1990. À mesure que la charge de la dette augmente, le service de la dette des pays en développement augmente également. Ce dernier est passé de 220 milliards de dollars US en 1995 à 523 milliards en 2007, soit cinq fois l'équivalent de l'APD (Aide publique au développement).

### **Indicateurs du fardeau de la dette**

Il existe plusieurs indicateurs statistiques permettant de mesurer le degré d'endettement d'un pays.

1. Stocks de la dette extérieure (en pourcentage des exportations de biens, de services et de revenus)
2. Dons au titre des remises de dettes (\$ US courants)
3. Service total de la dette (en pourcentage des exportations de biens, de services et de revenus)
4. Total de la dette de l'administration centrale (en pourcentage du PIB)

Ces indicateurs peuvent en réalité dissimuler un lourd fardeau d'endettement dans certains cas, car ils ne portent que sur des obligations relatives à la dette à long terme.

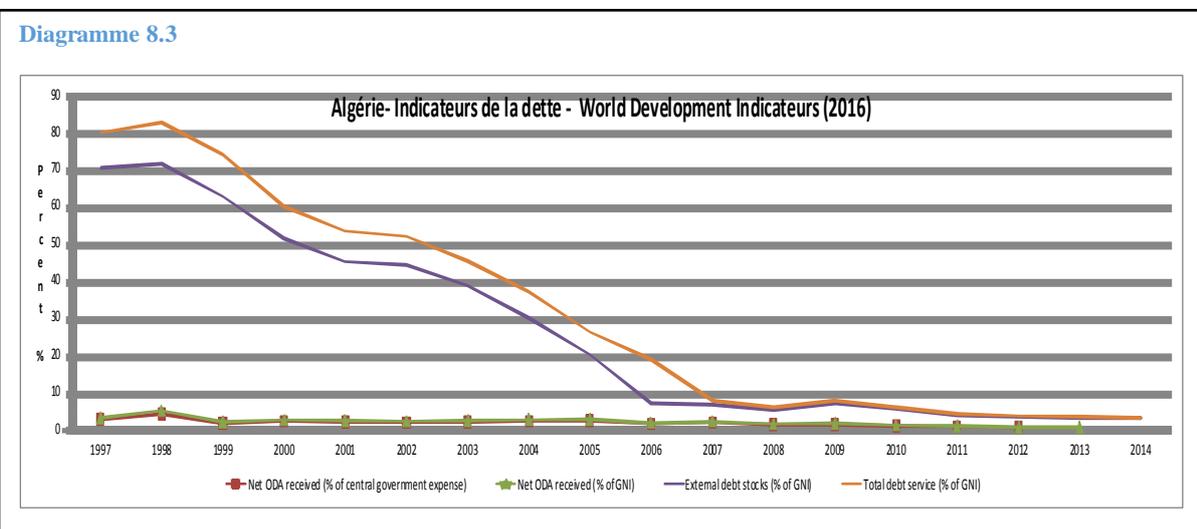
Les statistiques de la dette extérieure fournies par la Banque mondiale sont des séries de chiffres complexes qui nécessitent des connaissances approfondies en économie pour être interprétées. C'est pourquoi nous allons utiliser une approche simplifiée pour une meilleure compréhension. En outre, nous ne ferons pas référence à des pays spécifiques, mais à des

régions du monde, et nous nous concentrerons sur les trois régions les plus significatives mentionnées ci-dessus.

L'analyse de la dette n'a de sens que si l'on considère les capacités économiques respectives. La relation entre le niveau de la dette et le revenu national brut (RNB) montre le fardeau économique et la capacité à long terme d'un pays. Elle indique si une économie nationale produit suffisamment de marchandises et de services pour pouvoir en transférer une partie en tant que service de la dette. Un taux dépassant 25 % suggère une tendance à un endettement excessif. Dans les pays à faible revenu (PFR), ce taux était en moyenne environ deux fois plus élevé dans les années 1990.

Le ratio d'endettement est la relation entre le niveau de la dette et les recettes annuelles issues des exportations, des services et des revenus.

Un problème spécifique est le pourcentage élevé des frais d'intérêts sur le service de la dette. Ces frais rendent le remboursement de la dette difficile et présentent également l'inconvénient de ne pas pouvoir être refinancés. Ils doivent être payés avant toute renégociation de dette.



Source : World Development Indicators

### Gestion de la crise par le FMI et la Banque mondiale

Les gouvernements occidentaux reposent sur un système de gestion de la dette au sein duquel le FMI joue un rôle clé. Via le FMI, l'Occident peut faire valoir ses intérêts, dans la mesure où les pays occidentaux sont les plus gros actionnaires du Conseil d'administration. Le Conseil d'administration du FMI adopte habituellement ses résolutions à l'unanimité. Mais en cas de discord, le vote des deux administrateurs africains, par exemple, n'a pas le même poids que celui de l'administrateur allemand. Les créanciers publics et privés concluent généralement un accord avec le FMI concernant les conditions de la conversion de la dette. Le FMI ne donne son feu vert à une conversion de dette que si le pays débiteur accepte ses « propositions d'ajustement ».

Dans la phraséologie du FMI, les demandeurs de crédits s'engagent par un « accord volontaire ». Si un pays refuse les conditions du FMI, ce dernier ne reçoit aucun crédit, ni du FMI ni d'un autre créancier public ou privé. La « déclaration d'intention » du pays représente une sorte de document de reddition. Le FMI prépare un ensemble de mesures spécifiques pour

chaque pays débiteur. Cela comprend des mesures d'ajustement structurel calquées sur le modèle néolibéral basique de libéralisation, de dérégulation et de privatisation.

### **Le développement ne peut avoir lieu sans allègement de la dette**

Une solution à long terme à la crise de la dette nécessite une réorganisation du système commercial et financier international ainsi qu'une bonne gouvernance dans les pays débiteurs. Sans la mise en œuvre d'une politique économique solide et la restriction de la corruption et du gaspillage des fonds publics, toute remise de dette inconditionnelle serait contre-productive. Les débiteurs ont cependant besoin d'une chance pour échapper aux relations commerciales injustes afin d'effacer leur dette dans le cadre de leur propre financement interne.

Sans nouvelle architecture financière internationale, les risques globaux du « capitalisme de casino » ne peuvent pas être contrôlés.

Une telle architecture serait dans l'intérêt des nations créancières afin d'éviter une scission du monde en deux groupes : un groupe de quelques États créanciers et un autre groupe, plus important, de nations débitrices.

### **Risques environnementaux : l'idéal du développement mondial durable**

La durabilité s'est transformée en véritable « caméléon sémantique ». En effet, chacun associe à ce terme ses propres idées. Il est souvent assimilé à l'impact environnemental, car les préoccupations environnementales à travers le monde s'accumulent. Mais dans le contexte qui nous occupe, « durabilité » fait référence à un développement permanent, économiquement productif, socialement juste et respectueux de l'environnement.

L'Agenda 21 adopté au Sommet de la Terre organisé par les Nations Unies à Rio en 1992 établissait un lien très étroit entre les questions de développement et les questions environnementales.

Il s'agit dans les deux cas de problèmes globaux qui, s'ils sont traités avec succès, peuvent amener des changements en matière de production et de modes de vie. Cela est particulièrement important dans un monde au sein duquel une minorité oligarchique vit aux dépens de la majorité.

Dans presque toutes les régions du monde, il y a des conflits concernant la rareté des ressources et la détérioration de l'environnement, qui peuvent entraîner une escalade de la violence au sein des États et entre eux. C'est pourquoi les menaces environnementales sont de plus en plus abordées dans les discussions portant sur les politiques de sécurité.

## **8.7. La biodiversité et les 17 objectifs de développement durable (ODD)**

Les rapports du Programme environnemental des Nations Unies (PNUE) (2016) présentent à nouveau une image plutôt alarmante de notre environnement, notamment dans les pays en développement.

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (2016) [<http://web.unep.org/annualreport/2016/index.php?page=1&lang=en>] constate que près de 90% de l'extinction des espèces, de l'érosion des sols et de la déforestation touchent les pays en développement. Les pertes d'espèces et de gènes menacent l'avenir de la production alimentaire mondiale et pèsent lourdement, car dans de nombreux cas ce qui est perdu l'est à

jamais. La perte de diversité biologique (également appelée « biodiversité ») s'apparente à un vol de l'héritage naturel de l'humanité et entame la capacité écologique de la planète.

« Avec l'extinction de la diversité génétique et des espèces, nous traversons actuellement une profonde crise de la biosphère. Chaque jour, nous perdons un peu plus de nature génétique et physiologique... Ce processus est si omniprésent que la capacité générale du monde vivant à construire un désordre complexe après d'importantes restructurations est mise en péril pour des millions d'années. »

### **Que sont les Objectifs de développement durable ?**

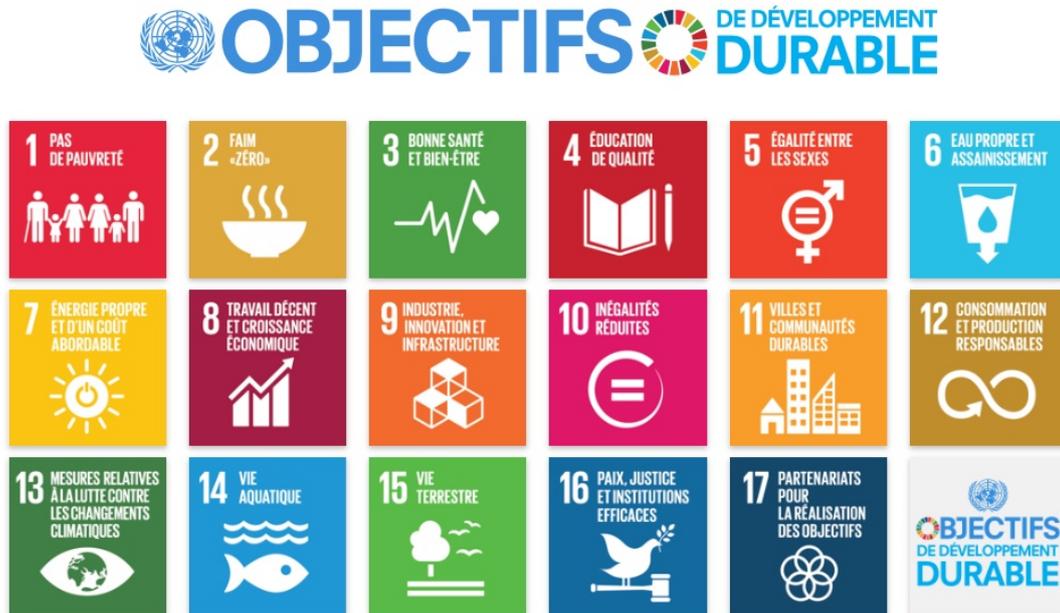
(Source : <http://www.undp.org/content/undp/fr/home/sustainable-development-goals.html>)

Les Objectifs de développement durable (ODD), également nommés Objectifs mondiaux, sont un appel mondial à agir pour éradiquer la pauvreté, protéger la Planète et faire en sorte que tous les êtres humains vivent dans la paix et la prospérité.

Ces 17 Objectifs s'appuient sur les succès des Objectifs du Millénaire pour le développement, tout en y intégrant de nouvelles préoccupations telles que les changements climatiques, la paix et la justice, entre autres priorités. Ces objectifs sont étroitement liés les uns aux autres, le succès de l'un dépendant souvent de la résolution de problématiques généralement associées à un autre objectif.

En reposant sur le partenariat et le pragmatisme, les ODD visent à faire dès maintenant les bons choix pour améliorer, de manière durable, le sort des générations futures. Ils proposent à chaque pays une marche à suivre et des cibles claires, en accord avec ses priorités et les défis écologiques globaux.

Les ODD sont un programme destiné à ne laisser personne de côté. Ils visent à éradiquer la pauvreté en s'attaquant à ses causes, et à rassembler pour changer véritablement les choses, pour les personnes comme pour la Planète.



### Croissance versus durabilité

Le cœur du problème est que notre modèle de développement économique est axé sur la croissance et néglige la notion de durabilité.

Tous les rapports mondiaux de suivi, depuis le Club de Rome au rapport Brundtland et à l'Agenda 21 de Rio, s'accordent à dire que la croissance économique est nécessaire pour réduire la pauvreté, ou tout du moins pour satisfaire les besoins fondamentaux. Toutefois, un modèle de prospérité et de croissance qui, dans sa version capitaliste comme socialiste, repose sur une maximisation de la production et de la consommation est un modèle menant irrémédiablement à la catastrophe environnementale.

Si les « limites de la croissance » ont déjà été atteintes sur le plan environnemental, cela signifie que le « mode de vie oligarchique » d'un monde composé de minorités riches ne peut être maintenu qu'aussi longtemps que le monde des pauvres (la majorité) ne peut pas le partager.

Cela appelle un débat plus profond sur cette situation qui est en désaccord avec la raison et la justice. Pour parvenir à un changement, il faut que les pays riches réduisent leur consommation de ressources pour permettre aux « laissés pour compte de l'économie mondiale » d'accéder à la croissance et au développement.

Les pays privilégiés doivent mener un processus de transformation tourné vers les énergies renouvelables et la lutte de la pauvreté énergétique dans les pays en développement.

Tant que la foi dans la technologie entretient l'illusion que la science et la technologie peuvent résoudre les crises environnementales et que les symptômes du changement climatique n'atteignent qu'occasionnellement les rives des îlots de prospérité, les politiques ne considéreront les risques environnementaux que comme accessoires.

Le rejet d'un partenariat environnemental, exprimé par le refus des États-Unis d'accepter le protocole de Kyoto imposant des objectifs de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>, a aggravé le conflit écologique Nord-Sud.